

MINEURS DÉLINQUANTS Les solutions de la gauche

PAGES 10-12

Libération


NOUVELLE-CALEDONIE UNE PAUSE, ET APRÈS ?

En déplacement à Nouméa, Emmanuel Macron a finalement promis jeudi de ne pas passer «en force» sur la réforme du corps électoral qui a provoqué les émeutes de ces dix derniers jours. PAGES 2-4



CANNES!

«All We Imagine as Light» éclaire de génie

ET NOS CRITIQUES, INTERVIEW,
PORTRAIT, REPORTAGE... PAGES 20-25

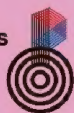


MARIE-FRANCE GARAUD Mort d'une éminence grise

PAGES 8-9

—(PUBLICITE)—

Printemps
des Comédiens
Montpellier



du 30 mai au 21 juin 2024



Cité européenne du théâtre



Domaine d'O



Montpellier



NOUVELLE-CALÉDONIE

Macron veut bien attendre, mais pas céder

Le chef de l'Etat, en visite express dans l'archipel en proie à de violentes émeutes, s'est engagé à ne pas imposer sa réforme du corps électoral. Mais sans faire de concession, et en exigeant la levée des barrages comme condition au dialogue.

Par
GILLES CAPRAIS
Correspondant à Nouméa

Fallait-il venir jusqu'à Nouméa pour en dire si peu ? Jeudi soir (heure de Nouméa), au terme d'une visite de moins de vingt-quatre heures en Nouvelle-Calédonie, Emmanuel Macron a offert une pause sur la question du dégel du corps électoral, onze jours après le début des émeutes qui ont fait six morts dont deux gendarmes, sans pour autant annoncer de recul sur le fond. « Je me suis engagé à ce que cette réforme ne passe pas en force dans le contexte actuel », a déclaré le chef de l'Etat qui n'a, semble-t-il, pas l'intention de faire de grandes concessions aux indépendantistes. Avant de renoncer à convoquer le Congrès d'ici la fin juin, il exige que ces derniers, en particulier les responsables de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), appellent à la levée des barrages « dans les prochaines heures » et que les violences cessent. Le chef de l'Etat a promis un point d'étape sur l'avenir institutionnel du territoire « d'ici un mois ». Et de prendre « plus de temps pour avoir un accord global qui rentre dans la Constitution », via la convocation du Congrès à Versailles, ou par « référendum ». De quoi contenter l'ensemble du camp non-indépendantiste. « On est rassuré de voir qu'il n'y a pas d'abandon, pas de suspension, pas de report de cette réforme. On est en capacité, sans avoir cédé face à nos assaillants, de trouver une solution », a déclaré Sonia Backès, la troisième vice-présidente de la province Sud et ex-secrétaire d'Etat à la Citoyenneté dans le gouvernement d'Elisabeth Borne. Le député Renaissance Nicolas Metzdorf, rapporteur du projet de loi constitutionnelle à l'Assemblée, se dit lui aussi « satisfait, puisque le président de la République a appelé à la levée des barrages, et a annoncé que les forces de l'ordre resteraient

aussi longtemps qu'il le faudrait ». Mais les modérés aussi se montrent satisfaits, avec pourtant une tout autre lecture... « Quelqu'un pense-t-il une seconde qu'Emmanuel Macron va réunir le Parlement en congrès à Versailles pendant les Jeux olympiques... ou en août pendant les vacances ? » a réagi l'ex-député Philippe Gomès (Calédonie ensemble). Le Président a dit « diplomatiquement » que cette réforme « unilatérale et partielle » est abandonnée et qu'il demande aux Calédoniens de « lever les barrages » et de construire « en quelques semaines ou quelques petits mois » le consensus dont notre pays a besoin. Il a décidé de nous faire confiance.

«AIDE D'URGENCE»

Les loyalistes se réjouissent que, dans le plan présidentiel, le retour de l'« ordre », l'arrêt des hostilités et donc la levée des barrages et des points fixes précède la levée de l'état d'urgence, qui est elle-même un préalable à la reprise du dialogue dans le cadre d'une mission constituée de trois hauts fonctionnaires. Lesquels, venus avec Macron, restent à Nouméa après le départ de l'avion présidentiel pour Paris. Ce plan a-t-il une chance de fonctionner ? Complicé... La veille de la visite de Macron à Nouméa, le Parti de libération kanak (Pakika), pourtant bien plus modéré que l'Union calédonienne, l'autre force indépendantiste, mettait en garde l'Etat contre cette logique : « Le rétablissement de l'ordre, qui est nécessaire pour la sécurité de la population, ne doit pas être un préalable aux discussions. Ce sont les discussions qui amèneront l'apaisement », disait Charles Washetine, son porte-parole. Jeudi soir, les forces politiques qui constituent le Front de libération nationale kanak

et socialiste (FLNKS) n'avaient pas encore réagi aux déclarations du chef de l'Etat.

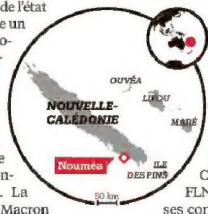
Pour ce qui est des dommages « colossaux » subis par l'économie calédonienne – il est question de près de 250 entreprises vandalisées ou brûlées et 420 millions d'euros de dégâts, dans un territoire de 271 000 habitants – Emmanuel Macron a promis lors de sa prise de parole une « aide d'urgence pour payer les salaires », des délais de paiements des cotisations sociales, des prêts à taux zéro ainsi que la création d'un « fonds de solidarité ». En vertu d'un « principe de responsabilisation », l'Etat laissera une bonne partie des réparations à la charge des collectivités locales. Quant aux réunions purement politiques, la première a connu un changement de dernière minute. L'heure prévue pour le camp loyaliste a finalement été scindée en deux demi-heures, inimitiés entre les deux tendances obligent... D'abord Calédonie ensemble, parti plus modéré mené par Philippe Gomès. Ensuite les républicains d'Alcide Ponga et Virginie Ruffenach avec les loyalistes de Sonia Backès et Nicolas Metzdorf, soit la tendance plus radicale, majoritaire dans cet électoral.

Côté indépendantiste, le FLNKS était représenté par toutes ses composantes, avec un total de 12 personnes... dont Christian Tein, cadre de l'Union calédonienne et meneur de la Cellule de coordination des actions de terrain, dont les grandes manifestations des « dix jours pour Kanaky » ont dégénéré en incendies, pillages et violences. Ce groupe désigné comme « mafieux » par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, et accusé d'avoir perdu le contrôle de ses troupes, était donc présent à la table des négociations. Les indépendantistes, s'est justifié Macron, « me disent

que la CCAT est une organisation politique [...] j'ai [donc] considéré qu'il était plus efficace d'accéder à leur demande que d'y opposer un non. Je considère avoir fait le maximum d'efforts possibles pour permettre un retour au calme. J'attends maintenant d'eux l'esprit de responsabilité. » Et le Président d'insister : « Il n'y aura pas d'impunité. Rien ne justifie que l'on tire sur des gendarmes, qu'on arrache des vies à leur famille. »

LA TENTATION DE DÉPOLITISER

Les émeutes correspondent-elles à une nouvelle insurrection kanak ? Emmanuel Macron s'est refusé à répondre directement à cette question, jugeant les violences trop complexes, « trop protéiformes ». Loin de se considérer comme responsable de la situation, il a admis dans sa déclaration finale que le rejet du dégel ait pu « nourrir les violences ». Quelques heures plus tôt, lors d'un échange avec une vingtaine de jeunes Calédoniens, le ton était différent. Réagissant aux témoignages de jeunes – y compris Kanaks – écœurés par les violences, le chef de l'Etat avait tenté de dépolitiser ces actes, de masquer la revendication indépendantiste pourtant affichée à grand renfort de drapeaux sur de nombreux barrages. « Il y a une grande déconnexion entre des violences totalement déshumanisées et des demandes politiques qui sont très techniques », assurait celui qui voulait





Emmanuel Macron à Nouméa, jeudi, avec les dirigeants Louis Mapou et Roch Wamytan.
PHOTO LUDOVIC MARIN AFP

aussi convaincre du caractère imprévisible des émeutes.

Sur ce point, son propos est notamment appuyé par celui de Nicolas Brignon, l'une des personnes choisies pour porter à l'oreille du Président les inquiétudes de la jeunesse. «C'est venu de nulle part. Il y a forcément eu une influence de quelque part», dit celui qui se présente sous sa casquette d'athlète paralympique de 34 ans, omettant de mentionner celle d'élu à la mairie de Nouméa et son implication aux côtés de Sonia Backès, notamment aux dernières élections provinciales. Les tensions identitaires qui traversent la jeunesse semblent aussi avoir été une surprise pour lui: «Au sein du pôle espoirs, entre jeunes, on s'est toujours bien entendus. Je n'ai jamais entendu de propos racistes quand on est ensemble.»

«Gérald Darmanin était ici il y a encore quelques mois. Aucun des élus présents n'a alerté, a juré Macron de son côté. Il y a, à coup sûr, une organisation sous-jacente, politico-institutionnelle. Personne n'avait anticipé cette violence même si les désaccords politiques, on les connaissait.» Les signaux d'alerte étaient pourtant très forts, notamment depuis l'engagement de la réforme sur le dégel du corps électoral. Des élus calédoniens, loyalistes et indépendantistes, parlaient ouvertement du risque de «guerre civile», avec des manifestations tendues à Nouméa. Peut-être fallait-il venir le voir pour le croire. ➤

Emmanuel Macron, au temps pour lui

En se rendant à Nouméa, le Président a remplacé l'Etat dans un rôle d'arbitre. Reste à mettre autour d'une même table les modérés des deux camps.

Le Président s'achète du temps. Après dix-sept heures à l'autre bout du monde sur ce «Caillou» français depuis 1853, Emmanuel Macron va rentrer à Paris ce vendredi sans grandes certitudes. Les prochains jours diront si ce déplacement express et inopiné est suffisant pour calmer la colère de jeunes Kanaks. Les gardes supplémentaires dépêchés depuis la métropole

contribueront forcément, avec le temps, à ramener «l'ordre» dans les artères de Nouméa et son agglomération. Mais pas sûr que cette annonce d'une pause – à défaut d'un recul dans le processus constitutionnel du dégel du corps électoral suffise à calmer cette effusion «protéiforme», dit le chef de l'Etat, mais dont les racines se nourrissent de fractures douloureusement refermées depuis 1988 sur un territoire miné par les inégalités économiques et sociales en plus du ressentiment colonial d'une partie de la population kanake.

Classique. Le déplacement du chef de l'Etat dans le Pacifique Sud jeudi aura au moins permis une chose: remettre

l'Etat dans un rôle beaucoup plus classique d'arbitre entre indépendantistes et non-indépendantistes. Certes, Emmanuel Macron n'a pas réussi à faire entrer dans la même pièce deux camps qui ne dialoguent plus depuis – au moins – le troisième (et ultime) référendum d'autodétermination de 2021.

«C'est une amorce de succès, mais beaucoup de questions se posent.»

Un spécialiste du dossier calédonien

faute politique d'un Emmanuel Macron qui a gâché ce que Michel Rocard avait commencé plus de trente ans plus tôt. Mais il a remis en face de l'Etat des forces indépendantistes qui l'avaient boycotté lors de son voyage dans l'archipel en juillet 2023.

«C'est une amorce de succès, estime un spécialiste du dossier calédonien, mais beaucoup de questions se posent. [Le Président] réussit une partie de son pari en repoussant les échéances et donc reprend la main.» «Il faut prendre du temps, plusieurs semaines seront sans doute nécessaires pour renouer le dialogue», ajoute l'ex-Premier ministre Manuel Valls auprès de Libération. L'ancien chef du gouvernement, qui plaide toujours pour que le dossier calédonien revienne à Matignon, connaît bien les trois personnalités choisies pour mener à bien la «mission» destinée à trouver un «accord global»: «Ils doivent ensuite avoir un cadre politique», ajoute l'ancien socialiste. C'est là tout le sujet.

«Rééquilibrage». Après cette «pause», quel est l'objectif de l'Elysée? En promettant de ne pas «passer en force» sur le dégel du corps électoral, on peut y voir un autre pari, non exprimé publiquement à Nouméa: tenter d'amorcer un dialogue entre modérés des deux camps. Certains loyalistes acceptent ainsi une (encore) plus grande autonomie du territoire vis-à-vis de Paris et un meilleur «rééquilibrage» économique en faveur des Kanaks. Certains indépendantistes ne sont pas, eux, fermés à revoir les règles d'accès à la citoyenneté calédonienne... mais à condition que le sujet fasse partie d'un «accord global».

Ce délai offert par le chef de l'Etat «revient à un report sine die de la réforme électorale et [est] le signal que le pouvoir reconnaît implicitement ses mal-adresses sinon ses fautes», assure le même haut fonctionnaire spécialiste du sujet calédonien. Mais comment réussir en un mois – et même quatre, cinq ou six... – sans réparer certaines erreurs commises depuis 2020? Comment ne pas décevoir son camp – le gouvernement à jusqu'ici fait le choix des loyalistes les plus durs – tout comme les plus attachés à l'indépendance, au risque de réveiller les violences? En prenant «le temps», justement. Et en assumant de dire que l'exécutif, et en particulier, les ministres chargés du dossier, ont très mal géré.

LILIAN ALEMAGNA



A Nouméa, mercredi. Six personnes sont mortes depuis le début des émeutes en Nouvelle-Calédonie. PHOTO THEO ROUBY AFP

EDITORIALPar
**ALEXANDRA
SCHWARTZBROD****Impératif**

Pour une fois, Emmanuel Macron a compris qu'il n'avait aucun intérêt à s'entêter. Il a promis, jeudi, de ne pas passer «en force» sa réforme du corps électoral à l'origine des tensions et violences de ces deux dernières semaines en Nouvelle-Calédonie. Quitte à donner l'impression de rétro-pédaler, lui qui, il y a une semaine encore, assurait qu'il ne céderait jamais sous la pression, encore moins sous celle de la violence. Reconnaissons-lui ce rare moment d'humilité. Mais, bon sang, quand on entend ou lit ces mots prononcés au terme de sa visite au pas de charge, «force est de constater qu'il n'y a pas aujourd'hui une vision d'avenir commune dans l'archipel ultramarain», comment se fait-il que personne ne l'ait mis en garde plus tôt sur les risques d'un passage au forçage d'une réforme du corps électoral dont tout indiquait qu'elle allait mettre l'archipel sens dessus dessous? Certains ministres vont sans doute se faire remonter les bretelles pour n'avoir pas mieux évalué la situation sur place, à commencer par celui des Outre-Mer, Gérard Darmanin qui, décidément, accumule depuis un bon moment les erreurs. Et aussi le haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie, Louis Le Franc, dont le ton, depuis le début des émeutes, n'a jamais vraiment cherché l'apaisement. Personne ne dit que la situation, sur place, est simple et qu'il suffirait d'un claquement de doigts pour que le climat s'apaise. Mais c'est cette complexité qui, précisément, rend le dialogue impératif. Trop de problèmes structurels (Emmanuel Macron est accusé par les indépendantistes d'être partial et d'avoir ruiné le lien de confiance établi par les accords de Nouméa en 1998) et conjoncturels (la pauvreté, le déclassement) s'entremêlent depuis quelques années pour que ce dossier soit traité avec la même violence qu'un 49.3 dans l'hémicycle. La Nouvelle-Calédonie, qui attise maintes convoitises dans le Pacifique, à commencer par celles de la Chine, mérite bien mieux que des rododromes et des décisions unilatérales prises à la va-vite. ◆

«Le contexte nécessite désormais de lever le pied»

Membre de la délégation aux outre-mer de l'Assemblée, Philippe Gosselin partage la volonté du Président de ne pas «passer en force» avec la réforme. Mais il appelle à préciser la «méthode» de la mission installée dans l'archipel.

Député Les Républicains de la Manche, Philippe Gosselin a dirigé jusqu'en 2022 une mission d'information parlementaire sur la Nouvelle-Calédonie. Membre de la délégation aux outre-mer de l'Assemblée nationale, il soutient avec son camp politique le principe de la réforme constitutionnelle du corps électoral qui embrase l'archipel depuis la mi-mai. Interrogé par Libération au soir de la visite à Nouméa d'Emmanuel Macron jeudi, l'élu salue le message d'apaisement envoyé par le chef de l'Etat, mais réclame de la «clarté» et de la «méthode» pour ne pas «désespérer tout le monde».

Emmanuel Macron a fait part, lors de sa visite à Nouméa, de sa volonté de ne pas «passer en force» sur la réforme constitutionnelle du corps électoral de l'archipel. Comment accueillez-vous cette déclaration?

Soyons pragmatiques. Je crois qu'aujourd'hui il faut laisser de côté

les «ya qu'à» et les «faut qu'on». Je prends acte de ce qu'a dit le président de la République: aujourd'hui, il n'y a pas d'accord qui soit possible à ce stade. Les tensions sont trop fraîches. Il faut effectivement donner du temps au temps. Il faut sans doute que quelques semaines s'écoulent pour reprendre un peu de souffle et relancer la démarche de travail pour arriver à un accord global, qui soit politique, porte sur le devenir du territoire et intègre des éléments économiques, notamment sur le nickel. Ce texte doit porter aussi sur la composition du corps électoral, car on ne peut pas passer cet élément-là sous silence. Emmanuel Macron ne souhaite pas passer

Macron est-il à vos yeux en train de reculer?

Oui, ça me semble être un recul. Mais je dirais que le président de la République est dans une hésitation. On ne peut pas imaginer que l'Elysée n'ait pas donné son feu vert au processus de dégel du corps électoral. Le pouvoir balance en réalité depuis plusieurs semaines... A quelques heures du débat parlementaire, Emmanuel Macron lui-même se disait prêt à attendre la fin juin pour convoquer le Congrès plutôt que de le faire immédiatement après le vote. C'était un message un peu curieux et contradictoire. De ce point de vue-là, il y a une forme d'interrogation. Le contexte nécessite désormais de lever le pied, parce qu'on ne peut pas passer en force dans une telle situation de tensions. Mais attention à ne pas envoyer de signaux contradictoires. Le dossier est suffisamment compliqué pour ne

**INTERVIEW**

pas donner l'impression qu'on est dans une indécision. On a besoin de clarté, de modestie, de continuité et de persévérance. A ce stade, je n'ai pas vu quelle était la méthodologie suivie par la mission installée par le président de la République, ni le calendrier qui lui est fixé. Il ne faut pas confondre vitesse et pré-

caution, mais la mission ne peut pas être dépourvue de borne temporelle. Sinon, on désespère tout le monde.

Comment sortir de la crise alors que la confiance semble rompue avec une partie des indépendantistes, qui accusent l'Etat d'avoir abandonné sa position d'impartialité pour soutenir les loyalistes?

La question de la confiance, c'est le nœud central, car c'est ce qu'il y a de plus difficile à récupérer. Cela dépendra pour une part des pouvoirs qu'auront les membres de la mission, de leur capacité propre de négociation, du cadre que fixeront le président de la République et sans doute Matignon. Je pense qu'il faut que la mission ait carte blanche. Il ne faut désespérer ni des indépendantistes ni des loyalistes. Mais il faudra aborder la question incontournable du dégel. C'est bien sûr une question délicate, mais tous les indépendantistes ne sont pas contre une réforme du corps électoral. Des compromis pourront être trouvés, à plus forte raison si cela rentre dans un accord global. Je n'ai pas de recette miracle. Je pense qu'il faudra une bonne dose de conviction personnelle et d'investissement de chaque instant pour les trois membres de la mission.

Recueilli par

SAMUEL RAVIER-REGNAT

MAUBOUSSIN

PARIS



95€

Sac "Caméra" Cuir d'agneau

Paris. 15, rue de la Paix - 66, av. des Champs-Élysées - ☎ 0 805 80 1827 (appel gratuit) - www.mauboussin.fr

Par
AGNÈS FAIVRE

Il est à peine 13 heures ce 21 juillet, quand l'«honorable» Issouf Nikiéma quitte son domicile. C'est un vendredi, jour de prière collective pour les fidèles musulmans. Mais ce jour-là, l'ex-député-maire de Komsilga, à une vingtaine de kilomètres au sud de Ouagadougou, n'atteindra jamais la mosquée. Sur la route, un véhicule percute le sien. Quatre hommes en civil, armés et cagoulés, sont à bord. En quelques minutes, il disparaît avec eux. Qui a kidnappé l'édile ? Des bandits, des insurgés jihadistes, des hommes de l'appareil sécuritaire burkinabè ? La troisième hypothèse se dessine quand des posts sur la moralité douteuse d'Issouf Nikiéma se déversent sur les réseaux sociaux. Personne n'y croit à Komsilga, où l'ancien élu jouit d'une forte popularité. Des habitants se mobilisent, la pression va crescendo.

Le 24 juillet au soir, l'ancien maire est relâché. Mais un mois plus tard, il échappe grâce à ses voisins à une nouvelle tentative d'enlèvement, en pleine nuit. *«Je demande au gouvernement de m'éclairer sur ce que j'ai fait, lâche Issouf Nikiéma face à la presse le 25 août. Si j'ai fauté, qu'on me convoque au lieu de venir chez moi à 4 heures.»* Téméraire, il accuse l'Agence nationale de renseignement (ANR) d'être à la manœuvre.

CITOYENS HAGARDS

Paradoxalement, Issouf Nikiéma a eu de la chance. Dans son cas, la folle machine à enlever du capitaine Ibrahim Traoré, au pouvoir depuis le coup d'État du 30 septembre 2022, s'est grippée. Mais cette vague de raptus va s'accélérer. Cet appareil répressif parallèle mobilise des centaines d'hommes, avec aux avant-postes les escadrons spéciaux de la sécurité présidentielle, chapeautés par le lieutenant Abdoul Aziz Pacmogda, et ceux de l'ANR dirigée par le capitaine Oumarou Yabrè. Leurs cibles ne sont pas les combattants jihadistes présents en périphérie des grandes capitales régionales, mais de simples citoyens. Ils sont enlevés, torturés dans des lieux de détention clandestins, envoyés de force dans des zones contrôlées par les jihadistes. L'objectif est de faire taire les voix jugées dissonantes ou influentes, parfois de «rééduquer» des «apatrides» selon les termes en vogue, et dans d'autres cas, sans doute, de régler des comptes personnels.

En septembre, le régime a tenté de donner un vernis légal à ces raptus. Les autorités burkinabè ont soudainement publié des ordres de réquisition, en s'appuyant sur une loi d'urgence d'avril 2023. La menace d'*«envoyer au front»* une voix dissidente était alors brandie à tout-va par les bruyants activistes du régime déployés sur les réseaux sociaux ou sur les ronds-points des centres urbains. Circulaient ensuite les images de ces citoyens réquisitionnés arborant tenue mili- ●●●



Le dirigeant burkinabè Ibrahim Traoré lors d'une cérémonie à Ouagadougou le 15 octobre 2022. PHOTO OLYMPIA DE MAISMONT/ AFP

Au Burkina Faso, la répression tourne à plein régime

Depuis le putsch du capitaine Ibrahim Traoré en septembre 2022, les violences à l'encontre des voix dissidentes de la société civile burkinabè se multiplient. Enrôlements forcés dans l'armée, enlèvements, détentions, et tortures, l'appareil répressif est bien huilé.



●●● taire et kalachnikov, hagards et maladroits. Démonstration d'humiliation.

Si cette pratique des enrèlements a officiellement débuté en mars 2023, le premier à avoir été formellement réquisitionné, le 7 septembre, est Arouna Louré, médecin anesthésiste réanimateur au GHU de Bogodogo, à Ouagadougou. Depuis quelques mois, il recevait des menaces en lien avec ses commentaires au ton libre, parfois mordants, sur sa page Facebook. Le 29 septembre, un journaliste demande au président Traoré lors d'un entretien sur la chaîne publique : « Le médecin, c'est son rôle d'aller faire la guerre à la place des militaires ? » « C'est son travail de critiquer ? » réplique, loquace et détendu, le chef d'Etat de 36 ans aux éternelles maitrises militaires. Pointant les « injures » et « débordements » du soignant, il ajoute : « S'il le faut, tout le monde ira au front. »

SÉVICES QUOTIDIENS

Le 13 septembre, deux hommes viennent cueillir Arouna Louré à l'hôpital. Deux autres, cagoulés et armés de kalachnikov, l'attendent dans le Land Cruiser qui le conduit en silence au régiment d'artillerie de Kaya, à une centaine de kilomètres

au nord-est de Ouagadougou. Là, il échoue dans la prison du camp après avoir refusé de porter l'uniforme « Terre de Burkina » – arguant notamment de sa réquisition à des fins de soins médicaux. Il s'y résout à l'issue de quatre jours de grève de la faim et d'un dialogue. La formation débute : entraînements physiques et au maniement des armes, apprentissage de la marche militaire. L'accueil au sein de la caserne est « brutal », assorti d'un « bléutage » qu'il ne souhaite pas détailler.

Trente-huit jours plus tard, Arouna Louré est hélicoptéré au détachement de l'armée de Koumbri, à 40 km au nord de Ouagadougou. La partie septentrionale de cette capitale de la région du Nord est sous le contrôle des insurgés d'Ansarul Islam, composante du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (Jnim selon son acronyme en arabe, affilié à Al-Qaëda). La situation sécuritaire est très tendue. « Personne ne dort la nuit ni n'enlève ses chaussures, c'est assez souvent », dit-il, tout en soulignant « l'accueil très courtois », cette fois, des officiers. Il offre son aide, soigne des blessés, puis est envoyé quatre jours plus tard au camp de Ouagadougou, où se dôt sa réquisition le 11 décembre. Trois mois de « guerre psychologique » selon lui.

Ciblant responsables politiques et syndicaux, journalistes ou militants de la société civile, ces réquisitions forcées ont pris fin en décembre 2023. Jugées illégales, elles ont été suspendues par le tribunal administratif de Ouagadougou. Mais les enlèvements, qui n'avaient pas cessé, ont repris de plus belle en janvier. Ont notamment été kidnappés l'ex-ministre des Sports Wahabou Drabo le 11 janvier, l'animateur radio Djems Dembele le 13, l'ex-commandant de la gendarmerie nationale Evrand Somda le 14, l'homme d'affaires Prosper Bassolé le 15, l'avocat et homme politique Guy Hervé Kam le 25, l'ex-procureur du tribunal militaire Alphonse Poussiliah Zorma le 28 janvier.

Généralement accusées d'atteinte à la sûreté de l'Etat, à l'instar des nombreux militaires (surtout des officiers) également enlevés, ces personnalités sont détenues dans des villas ministérielles au sud de la capitale. A deux pas, pour certaines, de l'ambassade des Etats-Unis. Souleymane (1), un des nombreux anonymes enlevés pour un commentaire de travers sur Facebook, y a transité. Il relate les sévices quotidiens infligés dans la cuisine « aménagée en salle de torture ». « Ils viennent à six. Deux te tiennent les bras, deux autres les jambes, et deux hommes amènent un robinet qu'ils introduisent dans tes narines et ta bouche. Ils peuvent aussi couvrir ta tête avec un sac plastique pour couper la respiration, ou te bastonner. Ils répètent des phrases comme "pourquoi tu es dans la dénonciation, qui est derrière toi, tu veux faire tomber le régime ?" »

Souleymane atterrit ensuite au régiment d'artillerie de Kaya, qui fut commandé par Ibrahim Traoré jusqu'à son putsch – le capitaine Gnoumou lui a succédé. « Là, ils m'ont entraîné dans la boue pendant plus d'une heure devant toute la

caserne », poursuit-il. Il est fréquemment fouetté, insulté, menacé. « Ils disent qu'on va aller au front et que si on est tué, tant mieux, qu'ils peuvent même nous faire disparaître dans des barriques d'acide s'ils veulent. Ils répètent que ceux qui n'apportent rien au pays doivent se taire. »

Faire la guerre ou se taire : un discours banalisé et assumé par Ibrahim Traoré. Le 17 février, face à une assemblée de supporters chauffés à blanc, il ferraille contre les « esclaves de salon » et « valets locaux » burkinabè de l'impérialisme. Après une année de « mise en garde », dit-il, « certains ont compris, d'autres ne se sont pas rangés [...], aujourd'hui nous n'avons plus de sentiment ». Après Kaya, Souleymane a été parachuté avec un fusil automatique dans une zone harcelée par le Jnim. Il y est resté plusieurs semaines. Il vit désormais caché, le corps couvert de cicatrices, et « remercie Dieu d'être encore en vie ».

SILENCE INTERNATIONAL

Il suffit parfois de quelques mots sur la toile pour être kidnappé. Bou-bacar (1), jeune homme peu soupçonné de « complicité avec les terroristes », a été enlevé et conduit hors de Ouagadougou, dans une bâtisse d'une quinzaine de cellules. Des pièces sans fenêtres, aux murs et plafonds peints en noir, « où six personnes ne tiennent pas allongées » et « respirent difficilement ». Durant sa détention, il a vu débarquer deux mineurs « méconnaissables tellement le sang coulait sur leur visage. Leurs pieds avaient été attachés à l'arrière de motos et ils avaient été entraînés, la tête à terre ». Ces tortures se seraient déroulées à Kosyam, l'ex-palais présidentiel. Leur tort : avoir commenté sur Facebook un post de l'activiste Alassane Conombo, résidant aux Etats-Unis.

Dans cette lugubre maison, la plupart des détenus étaient peuls. Pour cette communauté, accusée de collaborer avec les groupes jihadistes, les disparitions forcées se sont routinisées depuis l'arrivée au pouvoir d'Ibrahim Traoré. Le mouvement politique Sens (Servir et non se servir) a dénoncé le 22 avril un « risque de basculement vers l'irréparable » à la suite de messages « au caractère génocidaire » publiés sur WhatsApp, menaçant les Peuls. Mais les partis politiques burkinabè – dont les activités ont été suspendues en octobre 2022 – comme la communauté internationale demeurent silencieux sur ces rapt à grande échelle de citoyens.

Le 4 avril, le journaliste Inoussa Ouedraogo, président de la Société des éditeurs de presse privée, a créé le Front pour la défense de la République, pour restaurer les libertés et l'indépendance de la justice « chèrement acquises » au Burkina et « arrêter la descente aux enfers ». Puis, le 15 avril, des Burkinabè en exil ou de la diaspora ont lancé un appel à la résistance. En réaction peu après, les « gilets rouges » investissaient Ouagadougou. Des partisans du régime qui dénoncent, traquent et menacent désormais les « apatrides » jusqu'à leur domicile.

(1) Les prénoms ont été modifiés.

Inscrivez-vous à la newsletter hebdomadaire consacrée à tous les enjeux des Jeux olympiques et paralympiques en flashant ce QR code ou en vous rendant sur liberation.fr/newsletters

LIBÉLYMPIQUE

Ce sont nos yeux dans les Jeux pour vous raconter l'actualité sportive, politique et internationale à la sauce « Libé » en mettant l'accent sur ce qui nous ressemble : parité, environnement, urbanisme, inclusion, culture...

Au programme ce week-end :

- Immersion dans l'équipe de France de breakdance et retour à Lyon sur un des épicentres de la discipline.
- Le bilan mitigé des Bleus aux championnats du monde de judo
- Le journal de bord de la parathlète Manon Genest
- Et toute l'actu de nos Bleus du stade...

Par
ALAIN AUFRAY

Ses admirateurs la décrivent comme «une enracinée», une sorte de Scarlett O'Hara poitevine. Comme la rude héroïne d'*Autant en emporte le vent*, elle était, plus que tout, attachée à sa terre. Profondément conservatrice, avec son éternel chignon et ses impeccables tailleurs Chanel, Marie-France Garaud est la fille unique et adorée de Marcel Quintard, avoué et conseiller général de la Vienne. À 6 ans, elle l'accompagne à la chasse au perdreau gris, apprend à reconnaître les traces du gibier. Dans sa retraite comme au temps de sa vie politique, elle aimait se réfugier dans son domaine de Saint-Pompain (Deux-Sèvres), où elle est morte mercredi à 90 ans, vaste bâtisse Louis XIII restaurée par ses soins. Elle se plaisait à y conduire son tracteur et à soigner ses chevaux et ses brebis. Depuis sa retraite, elle y passait l'essentiel de son temps. En juin 2020, on apprit à la rubrique faits divers que les gendarmes de la région étaient à sa recherche. Ses proches avaient signalé la «disparition inquiétante» de la vieille dame de 86 ans, partie seule en voiture et souffrant de «problèmes d'orientation». Après une nuit de vaines recherches, elle sera retrouvée le lendemain, tremblante et fatiguée, à une quarantaine de kilomètres de son château. Énergique, autoritaire, parfois brutale, voire méprisante, ce pur produit de la bourgeoisie provinciale française entre dans le monde politique en 1961, quand Jean Foyer, ministre de la Coopération du gouvernement de Michel Debré, la recrute comme attachée parlementaire. Elle quitte alors le cabinet d'avocats de Poitiers où elle commençait tout juste sa carrière professionnelle. C'est à l'université de cette ville que Foyer avait été, quelques années plus tôt, son professeur de droit. Et c'est un autre professeur de cette même université, l'avocat Louis Garaud, que la jeune femme de 25 ans avait épousé en 1959.

POUR LA PEINE DE MORT, «RÉSERVÉE» SUR L'IVG

En 1962, elle suit Foyer au ministère de la Justice du gouvernement Pompidou. Elle y croise Simone Veil, alors magistrate à la direction de l'administration pénitentiaire. Les deux femmes entretiendront une longue relation. «Elle était ma plus vieille amie, dira-t-elle en 2017, après le décès de son aînée. Nous n'avions pas les mêmes engagements. Simone était profondément centriste, moi j'étais plus à droite; cela n'avait aucune influence sur notre amitié.» Favorable à la peine de mort, «réserve» sur la légalisation de l'IVG, Marie-France Garaud avait, c'est le moins qu'on puisse dire, des sujets de désaccords majeurs avec son amie. Tout les oppose. En particulier l'Europe, question sur laquelle elles fonderont, chacune à leur manière, leurs identités politiques.

En 1979, quand Simone Veil est élue eurodéputée puis présidente du

MARIE-FRANCE GARAUD

Le mauvais génie de Chirac

DISPARITION

Mentor de l'ancien président au début de son ascension, elle a tiré les ficelles de la droite des années 70, défendant un souverainisme et un conservatisme de plus en plus stricts. Elle est morte mercredi à 90 ans.

Parlement de Strasbourg, Garaud, elle, s'est déjà imposée, dans l'ombre du jeune Jacques Chirac, comme l'égérie du combat souverainiste. Avec son complice Pierre Juillet, éminence grise de Pompidou qui l'avait recrutée douze ans plus tôt, elle est l'une des inspiratrices du fameux «appel de Cochin» du 6 décembre 1978. Signé par Chirac deux ans après son retentissant départ de Matignon, ce texte prétendait marquer de manière irrévocable la rupture entre la droite néogaulliste incarnée par le RPR et le

centre droit de Giscard (UDF), promoteur «antinational» d'une Europe fédérale. Cet appel restera son plus notable fait d'armes. Et comme beaucoup de ses coups politiques, celui-ci se soldera par un échec. Six mois plus tard, aux élections européennes, la liste RPR de Chirac est très nettement distancée par la liste UDF, conduite par Simone Veil. Ce fiasco sonnera la rupture définitive entre le futur président et celle qui ambitionnait d'en faire le porte-étendard de son combat souverainiste. Leur compagnonnage avait com-

mencé en 1967, dans l'entourage du Premier ministre Georges Pompidou. Lui ministre, elle conseillère. Garaud et Chirac sont deux ténentaires ambitieux, très engagés, après le départ de De Gaulle, dans la campagne pour l'élection de leur mentor à la présidence de la République. Elle va au charbon, s'attache à désamorcer la sordide affaire Markovic qui mêlait le couple Pompidou à des «affaires de mœurs». Sous pseudonyme, elle publie un portrait hagiographique de celui qui brigue la succession du général. Élu président de la République en 1969, Pompidou en fait sa conseillère politique. Dans les coulisses du pouvoir, elle est à son affaire. Après la mort de Pompidou, au printemps 1974, elle jouera un rôle déterminant dans l'élection de Valéry Giscard d'Estaing. Contrôler la droite, tourner la page du gaullisme originel et de ses encombrants barons : ce sera sa grande affaire, aux côtés de Pierre Juillet. Leurs victimes les appellent «les Diaboliques». Le duo est en effet à la manœuvre pour barrer la route de l'Élysée à Jacques Chaban-Delmas. Compagnon de la Libération et maire de Bordeaux, le candidat naturel de l'UDR en 1974 est beaucoup trop à gauche pour eux. Plutôt faire élire

Giscard, calculent-ils, qui sera prisonnier de son alliance avec leur poulain, l'intrépide Chirac. Pompidou n'est pas encore mis en bière que, déjà, Garaud et Juillet s'activent. Ils font circuler, à droite, des rumeurs de possibles candidatures comme celle du baron gaulliste Pierre Messmer ou encore du président de l'Assemblée nationale, Edgar Faure. Craignant de se faire doubler, Chaban tombe dans le piège et se déclare candidat en plein deuil national. Chirac s'empresse de condamner cette «hâte indécente». Dans la foulée, «les Diaboliques» recrutent dans les rangs gaullistes des élus prêts à lâcher Chaban. Ils seront 43 à signer avec Chirac le fameux «appel» au ralliement implicite à Giscard. Le maire de Bordeaux sera battu à plate couture. Victime, disent ses amis, d'une «Machtiavel en jupon».

«MADAME VENEZ-ME VOIR»

Giscard élu, elle devient conseillère politique officieuse de son Premier ministre, Jacques Chirac. Omniprésente à Matignon, elle gère l'agenda et s'invite dans la plupart des réunions. On la voit à l'œuvre dans les mémoires de Catherine Nay (1) : la journaliste raconte les dîners



Marie-France Garaud à Matignon lors de la démission de



Avec Chirac, novembre 1973. PHOTO B. CHARLON, GAMMA-RAPHO



Jacques Chirac, le 25 août 1976. PHOTO JEAN-PIERRE TARTRAT, GAMMA-RAPHIO

qu'organisait chez elle cette éminence grise «drôle et moqueuse» qui «éblouissait par sa conversation» sous le regard d'un mari «qu'elle vouvoyait et qui ne pipait mot». Dans le monde politique de l'époque, on l'appelait «Madame Venez-me-voir», tant elle faisait défiler de monde dans son bureau, dans son appartement, ou même... chez Chanel. Catherine Nay raconte comment elle fut conviée un jour, avec sa collègue de l'*Express* Michèle Cotta, dans un salon du grand couturier. Entre deux essayages de tailleurs, Marie-France Garaud, «en combinaison de soie à dentelle», se répand sur «la mollesse de Giscard» et sur la nécessaire reprise en main du parti majoritaire. Une scène d'anthologie.

Avec Juillet toujours, elle est à la manœuvre en 1976 quand Chirac démissionne de Matignon. C'est encore elle qui l'incite, un an plus tard, à défier le candidat de Giscard dans la bataille pour la mairie de Paris. Tout semble alors réussir au fringant président du RPR, tout nouveau parti conçu pour être une machine de guerre contre les centristes pro-européens. Mais les choses se gâtent vite après l'échec de la liste RPR aux élections européennes de 1979, au grand soulagement

de Bernadette Chirac, très agacée par l'encombrante conseillère. De son côté, Marie-France Garaud doit se rendre à l'évidence. Elle avait misé sur le mauvais cheval. Ce Chirac n'était décidément pas à la hauteur des ambitions qu'elle plaçait en lui. Elle résumera sa déception d'un cruel bon mot, resté dans les annales : «Je pensais que Jacques Chirac était du marbre dont on fait les statues, il est en fait de la faïence dont on fait les bidets». Une allusion probable au père de Bernadette Chirac, Jean-Louis Chodron de Courcel, directeur commercial des Emaux de Briare.

OBSESSION SOUVERAINISTE

La conseillère députée décide alors de porter elle-même ses idées et de se soumettre aux suffrages des Français. Elle se déclare candidate à l'élection présidentielle de 1981 contre le président sortant, Giscard d'Estaing, et son rival Chirac qu'elle accuse d'avoir renié leurs idéaux communs. Financée par un investisseur britannique (sir Arthur Forbes), sa candidature est encouragée en sous-main par Mitterrand, ravi de voir la droite se déchirer. Elle ne séduit que 1,3% des électeurs. Nullement découragée par ce score mi-

sérable, elle tente de nouveau sa chance aux législatives de 1986. Nouvel échec (2,57%). Elle devra attendre encore une bonne décennie avant de décrocher son unique mandat électif. Non pas sur son nom mais en tant que colistière du duo Philippe de Villiers-Charles Pasqua aux élections européennes de 1999. Aux côtés de ces ténors de la droite et de certains des animateurs du Club de l'horloge (partisans de l'union entre droite et extrême droite), elle s'engage dans les deux grandes batailles référendaires françaises : contre le traité de Maastricht en 1992 puis, en 2005, contre le traité établissant une Constitution pour l'Europe.

«Nous sommes placés devant l'éventualité d'un IV^e Reich», déclarait l'octogénaire en avril 2017, dans l'une de ses dernières interviews au *Figaro*. Aboutissement logique de ses obsessions souverainistes teintées de germanophobie : après avoir voté blanc aux élections présidentielles de 2007 et de 2012, elle finira, en 2017, par rejoindre Marine Le Pen, la seule candidate qui ne serait pas, selon elle, «pieds et poings liés devant les Allemands».

(1) Souvenirs, souvenirs... éditions Robert Laffont.

Libération

**Chaque mardi.
la newsletter de
«Libération»
passe au crible
l'extrême droite.
du RN
aux groupuscules
violents**



**Inscrivez-vous
sur libe.fr/frontal**



DÉLINQUANCE

La gauche contre une politique qui ne fait pas de quartier

En déplacement dans la Drôme ce vendredi, Gabriel Attal doit présenter de nouvelles mesures concernant la justice des mineurs. Pour la gauche, comme pour les professionnels, les propositions déjà évoquées ne correspondent pas aux priorités pour lutter contre la violence des jeunes.

Par **LILIAN ALEMAGNA** et **ELSA MAUDET**
Photos **CYRIL ZANNETTACCI** VU

La phrase avait été travaillée pour faire son petit effet : « Tu casses, tu ré pares ; tu sals, tu nettoies ; tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter. » S'adressant alors aux « jeunes [...] qui ne respectent plus leurs parents ou pour qui la violence semble un moyen comme un autre de tromper l'ennemi », le Premier ministre, Gabriel Attal, avait consacré fin janvier de longues minutes de sa déclaration de politique générale au « respect de l'autorité » et aux « sanctions adaptées pour les mineurs de moins de 16 ans » : travaux d'intérêt éducatif pour les enfants mais aussi les « parents de jeunes délinquants, qui se sont totalement et volontairement soustraits à leurs obligations et responsabilités parentales », placement en internat pour « couper l'enfant de ses mauvaises fréquentations »... Une réponse « éducative » old school en guise de signaux envoyés à la droite et l'extrême droite.

CONSTERNATION ET HABITUDE

Après un autre discours en avril à Viry-Châtillon – où il a notamment annoncé la possibilité pour les adolescents de rester au collège de 8 heures à 18 heures – et alors que les faits divers impliquant des mineurs ont pris beaucoup d'espace médiatique ces derniers mois, le chef du gouvernement est attendu

à Valence (Drôme) ce vendredi pour de nouvelles propositions concernant la violence des mineurs. Au lendemain de son débat avec Jordan Bardella sur France 2, le Premier ministre devrait notamment, explique son entourage, « trancher le débat sur l'excuse de minorité ». C'est-à-dire juger davantage des enfants comme des adultes. « C'est déjà possible pour les magistrats... ça ne changera pas grand-chose si ce n'est faire plaisir une fois de plus à l'extrême droite », rétorque Marianne Maximi, députée La France insoumise du Puy-de-Dôme. « On a fait remarquer au Premier ministre que beaucoup de ses propositions existent déjà dans des textes de loi : les amendes contre les parents, ça existe ; les travaux d'intérêt général pour les parents, ça existe aussi ; le recours à l'internat, ça s'en-cadre », ajoute le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel, consulté comme tous les chefs de partis et de groupe parlementaire par Matignon. Dans un domaine où elle se fait vite traiter d'« angélique » par une droite et une extrême droite

qui, en pleine campagne électorale, ne cessent de pousser le gouvernement à la « fermeté », la gauche ne veut donc pas, cette fois-ci, laisser le champ libre aux plus « sécuritaires ». « On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de sujet, avance Fabien Roussel. On a des jeunes de plus en plus jeunes à commettre des actes de violence et avec une perte de repères de plus en plus forte. » « Mais quand on est sur le terrain, avec ces publics, on comprend très bien que le passage à la délinquance ne naît pas d'un coup comme ça ! insiste Marianne Maximi, elle-même éducatrice spécialisée de formation. Il y a des causes, des racines à cela... Tant qu'on ne s'y attaque pas, on pourra mettre en place toutes les politiques répressives qu'on veut, on obtiendra le même résultat. » Comme la députée LFI, les acteurs de terrain, eux, observent les mesures prônées par Attal avec un mélange de consternation et d'habitude. « Toutes ces grandes solutions, ce sont des effets d'annonce. Ce qui marche n'est jamais grandiloquent », balaie Anne-Marie Fauvet, présidente du Comité national de liaison des acteurs de la prévention spécialisée. Elle s'étonne d'ailleurs de voir des solutions autoritaires brandies par un gouvernement qui, dans le même temps, défend la justice restaurative – basée sur le dialogue entre victime et auteur d'une infrac-



Un atelier de prévention aux rixes au collège Jean-Lurçat de Ris-

tion – qu'elle trouve à l'inverse « extrêmement pertinentes ». « C'est une réponse beaucoup moins coûteuse que de faire des internats et plus intéressante sur le fond, parce que ça permet de travailler avec l'ensemble de la société, de faire du lien social et de responsabiliser les gens, dit-elle. Mettre des jeunes en difficulté dans un même lieu, c'est complètement idiot. » « Et personne n'est capable de mesurer l'efficacité d'un centre éducatif fermé », poursuit Marianne Maximi de LFI pour qui « cette politique répressive est totalement inefficace ».

LES SOLUTIONS EXISTENT DÉJÀ

« Ces politiques autoritaristes trouvent des échos chez certains professionnels parce que ce sont des gens en souffrance, analyse Léanie Buillon, ancienne CPE devenue directrice des Ceméa (centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active) Bretagne. Des politiques affaiblissent les professionnels de l'éducation, du coup les conditions de travail se dégradent, les gens vont

mal et on leur fait croire que c'est en faisant le SNU [service national universel, ndr] et les internats éducatifs que ça va les aider dans leur posture. Mais l'autorité n'a rien à voir avec l'autoritarisme. Un gamin va reconnaître votre autorité et votre légitimité et accepter que vous le recadrerez quand vous prenez le temps de discuter avec lui. Certainement pas en serrant la vis. » Les professionnels interrogés par Libération font le même constat que les responsables de gauche : les solutions pour prévenir et lutter contre la délinquance des jeunes existent déjà. « On ferait mieux de donner les moyens aux centres aérés, aux colonies de vacances, de redynamiser les courants d'éducation populaires », revendique Olivier Raluy, représentant des CPE au Snes-FSU. « J'ai grandi dans un quartier où on avait des éducateurs, complète Almaray Kanouté, travailleur social et membre de la toute jeune Assemblée des quartiers. Quand on se retrouvait dans la rue, on n'était pas livrés à nous-mêmes, on avait des adultes là pour

Suite page 4



Retrouvez notre analyse politique Pour Gabriel Attal, le régalade à la régalade à l'occasion de sa visite ce vendredi à Valence (Drôme).



Orangis, le 13 mai, animé par le frère d'une victime qui a voulu se venger et a fait de la prison.

Des chiffres plus rassurants que le gouvernement

Alors qu'Attal ou Dupond-Moretti ont agité l'épouvantail de la violence chez les très jeunes, les statistiques du ministère de l'Intérieur, de la Justice ou encore dans les enquêtes de l'Insee décrivent une réalité tout autre.

La petite musique politique semble chanter d'une seule voix, à droite, depuis quelques semaines. «La délinquance des mineurs est plus violente qu'autrefois», a dit le ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti, le 19 avril sur RTL. Nous faisons face à une «spirale», un «déferlement», une «addiction d'une partie de nos adolescents à la violence», selon le Premier ministre, Gabriel Attal, lors de son discours prononcé la veille à Viry-Châtillon, cette commune de l'Essonne bouleversée par l'agression mortelle, dé-

but avril, de Shemseddine, 15 ans, par des jeunes hommes dont certains mineurs.

Réalité chiffrée. Le chef de file de la droite à l'Assemblée, Olivier Marleix, en a rajouté une couche, le 17 mai, dans une tribune dans le *Figaro*: «Parler de délinquance des mineurs apparaît même décalé tant la réalité est désormais plus brutale». Soit. Mais ces gimmicks bien huilés ne disent pas grand-chose de la réalité chiffrée de la délinquance des mineurs et de son évolution. Et pour cause: «Rien ne prouve que les jeunes d'aujourd'hui sont plus ou moins violents que ceux d'hier», soutient Christian Mouhanna, sociologue, chercheur au CNRS et au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales. Alors, que disent les chiffres? Selon les données statistiques du ministère de l'Intérieur, qui renvoient aux actes de délin-

quance constatés par les forces de l'ordre, le nombre d'adolescents âgés de 13 à 17 ans mis en cause pour coups et blessures volontaires est resté à peu près stable en cinq ans: ils étaient 20 227 en 2016, filles et garçons confondus, contre 19 695 en 2021. En revanche, la part que représente leur classe d'âge dans la totalité des mis en causes a diminué de moitié, passant de 12% en 2016 à 6% en 2021. Concernant les homicides, ils seraient en nette augmentation selon ces mêmes données: 34 jeunes de 13 à 17 ans étaient mis en cause en 2016 (3% de la totalité des classes d'âge), contre 99 en 2021 (6% de la totalité). Mais ces statistiques doivent être observées avec prudence: «On parle ici de la violence repérée par la police, qui n'est pas encore passée à travers la lunette de l'enquête et de la justice. Un mis en cause n'est pas forcément un coupable», souligne le sociologue Marwan Mohammed, chargé de recherche au CNRS. Les données de la police et de la gendarmerie sont biaisées: elles traduisent la mise en place d'une politique de sécurité qui valorise le chiffre. Par ailleurs, il est documenté que certains groupes sociaux sont plus contrôlés, plus réprimés que d'autres.»

Multiplicité des sources. Côté chancellerie, le premier bilan de la réforme du Code de la justice pénale des mineurs, réalisé sur les quinze premiers mois et publié en octobre, est très clair: «En 2022, 164 900 mineurs ont été mis en cause dans les affaires terminées par les parquets, soit 24% de moins qu'en 2019.» «Cette baisse est d'autant plus intéressante qu'elle s'inscrit dans une dynamique où nos lois pénalisent de plus en plus de faits de violence, les mineurs peuvent être sanctionnés pour beaucoup plus de raisons qu'au début des années 2000», note Christian Mouhanna. Sur la même période, «la proportion des poursuites reste stable», et concerne «37% des mineurs dans les affaires pour-suivables», souligne encore l'enquête du ministère. Il est «erroné de soutenir que de nombreux mineurs demeurent impunis: le taux de réponse pénale à leur égard est de plus de 90%; elle intervient donc de manière plus systématique mais aussi plus vite que pour les majeurs», affirmait dans son communiqué du 25 avril le collectif Justice des enfants, réunissant notamment le Conseil national des barreaux, la Conférence des bâtonniers, le Syndicat de la magistrature (classé à gauche) et la Ligue des droits de l'homme. Et d'ajouter que l'emprisonnement, auquel peuvent être condamnés les mineurs jugés coupables dès l'âge de 13 ans, «est la peine la plus souvent prononcée» à leur encontre et que «sa durée ne fait que s'accroître»: «Elle est en moyenne de 9 mois en 2020 contre 5,5 mois en 2010.»

Reste les enquêtes annuelles de victimation «cadre de vie et sécurité», conduites entre 2007 et 2021 par l'Insee, et l'enquête «vécu et ressenti en matière de sécurité», à partir de 2022, menée grâce à des données collectées par l'institut de sondage Ipsos. Les spécialistes s'accordent sur la nécessité de ces études, permettant une vision proche de la réalité de la délinquance et de son évolution. Mais si elles délivrent des informations précieuses sur les victimes et sur la nature des faits, elles contiennent peu de détails sur les auteurs. Face aux écueils et à la multiplicité des sources statistiques, rien ne semble permettre de conclure, comme le fait l'exécutif, que les jeunes sont de plus en plus violents, et entrent de plus en plus jeunes dans la délinquance. Une succession de faits divers tragiques concernant des adolescents ne suffit pas à dresser un constat global sur une génération tout entière. «Cette thèse de la précocité de la violence de la jeune génération est présente depuis le milieu du XIX^e siècle dans les journaux», note Marwan Mohammed. C'est le discours privilégié de ceux qui ont pour agenda politique et idéologique la punition, la sanction, la sécurité. Ils s'en saisissent indépendamment de l'évolution du terrain. Tout est bon à prendre pour affirmer le péril jeune.»

JULIETTE DELAGE

carnet

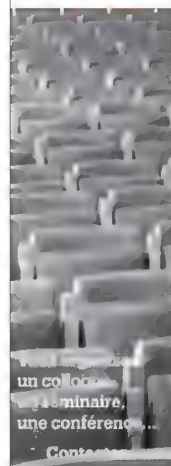
décès

Jean MARIN
fils de Florence et de
Francisco MARIN, fondateur
en 1955 du groupe musical
«Les Guaranis»

à la tristesse de vous annoncer
le décès de

**Mme Florence
MARIN
née FROMAGEAU
le 07/07/1934
veuve de
Francisco MARIN**

survenu le vendredi 10 mai
2024, à Paris 17^{ème}.



un collo
séminaire,
une conférence...
Contact

Réservations et insertions

la veille de 9h à 11h
pour une parution
le lendemain

Tarifs: 16,30 € TTC la ligne

Forfait 10 lignes

153 € TTC pour une parution

15,30 € TTC la ligne suppl.

abonnée et associations - 10 %

Tél. 01 87 39 80 00

Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes
par e-mail:
carnet-libe@teamedia.fr

Suite de la page 2 nous encadrer, nous accompagner, nous trouver des occupations. » La France a besoin d'un plan massif d'embauches d'éducateurs spécialisés dans nos collectivités, comme à la protection judiciaire de la jeunesse », propose Fabien Roussel au PCF qui avance le chiffre de « 55000 postes vacants chez les éducateurs spécialisés ».

« Or, les budgets ne cessent de baisser, d'être des variables d'ajustement des collectivités locales », poursuit Marianne Maximi qui pointe notamment « l'effondrement » des moyens alloués à la protection maternelle infantile. « Un enfant non protégé, c'est un enfant qui peut basculer plus facilement dans la délinquance, le trafic de drogue ou la prostitution. C'est la même chose que sur les sujets de santé ou l'hôpital : si on met le paquet aujourd'hui sur la prévention, on fera moins, demain, sur le curatif. » Les éducateurs de rue « passent pourtant du temps avec les jeunes, au pied des immeubles, dans leur situation de galère. Les jeunes ont des adultes qui s'inté-

ressent à eux, qui les comprennent, sans les excuser », loue Marc Bonnet, président de l'association Sauvegarde 69. En outre, poursuit-il, « un élément extrêmement déterminant est l'exemplarité. On trouve des aînés, des familles, qui ont des réussites sociales, économiques, et qui viennent parler de leur expérience. Ça leur montre d'autres possibles ».

« MANQUE DE COHÉRENCE »

La Sauvegarde 69 organise aussi des chantiers éducatifs, qui permettent d'encadrer les jeunes tout en les responsabilisant. « Le "faire-ensemble", monter un projet, partir à l'étranger, c'est extrêmement porteur pour eux. Et quand ils ne viennent pas une demi-journée, ils la perdent, ça se traduit sur la fiche de paie », indique Marc Bonnet. Toutefois, tous les travailleurs sociaux ne dressent pas la même analyse de l'état de la prévention spécialisée en France : certains dénoncent un manque de moyens quand d'autres, à l'image d'Anne-Marie Fauvet, considèrent

que « ce n'est pas forcément une question de moyens, mais de professionnalisation des acteurs et de cohérence du pilotage institutionnel. Avant d'avoir les moyens, il faudrait surtout avoir des politiques sur, au minimum, du moyen terme pour stabiliser les choses ». A Saint-Etienne, où elle travaille, « ça marche très bien parce qu'il y a une cohérence au niveau des acteurs et une véritable volonté politique ». Laquelle varie selon les territoires et les dispositifs. Frédéric Delattre, directeur du pôle « raccrochages » de l'Afey, association spécialisée dans la lutte contre les inégalités scolaires, a ainsi récemment appris avec désolation que l'Etat cessait de financer les prépa-attachés, qui permettent à de jeunes décrocheurs de trouver une alternance, notamment en s'engageant dans des associations. « On fait "le père la rigueur" en disant qu'il faut cadrer les jeunes, les dresser, et de l'autre côté on rend plus difficile leur accès à l'emploi. On se prive d'une solution qui a fait ses preuves pour permettre

à des jeunes en difficulté et qui posent difficulté de pouvoir se raccrocher à des choses positives », regrette-t-il.

« LES JEUNES ONT ÊTÉ HUMILIÉS »

Et alors que la menace est brandie par le Premier ministre de sanctionner les élèves perturbateurs dans leur dossier scolaire, Frédéric Delattre est clair : « Les jeunes que j'ai, ils ne savent même pas que Parcoursup existe, ils ne vont pas jusque-là. » « J'ai prévenu le Premier ministre, fait savoir Fabien Roussel. Oui, les enfants peuvent passer plus de temps à l'école mais pour plus de vie collective, d'apprentissage de la société... Ce qui nécessite là aussi des moyens. Et attention à ne pas réserver cela aux quartiers des grandes villes : c'est stigmatisant, c'est méprisant pour les enfants. » Almany Kanouté soulève pour sa part un élément fondamental, pourtant absent des débats : « Quand on parle des quartiers populaires, pourquoi la maladie mentale

n'est pas évoquée ? Je travaille énormément avec des jeunes dits délinquants et 80 % d'entre eux souffrent de troubles psychiques, de dépression. Je ne dis pas ça pour dédouaner ou excuser leurs actes, mais pour mieux comprendre comment on en arrive là. » Difficile en effet de bâtir un projet solide avec une personne en souffrance. Pour autant, « on n'est pas des bêt-out-out », précise Frédéric Delattre. De la sanction, il en faut. Mais si on ne marche qu'à la sanction et pas à la motivation, ça ne fonctionnerait pas. Les jeunes ont plus d'expérience et de compétences que nous sur la sanction. Ils ont déjà été virés d'établissements scolaires, ils ont déjà été humiliés en entendant "t'es nul, tu sers à rien". Ça les enferme dans une vision d'eux-mêmes selon laquelle ils sont incapables. Tout ce qu'on doit faire, c'est déconstruire ça : non, tu n'es incapable, tu es quelqu'un de bien, et tu vas réussir. Du gouvernement à l'extrême droite, on appelle ça de « l'angélisme ». A gauche, on veut démontrer son pragmatisme. »

Prévention au collège: « Ne pensez pas aux réseaux, votre vie, elle est en jeu »

Fort de son expérience personnelle, Adama Camara sensibilise les jeunes aux risques des violences entre quartiers, avec une méthode à mille lieues de la répression prônée par le gouvernement.

Adama Camara change de casquette. « On va dire que j'ai 14 ans, je marche dans votre quartier. Je te regarde. Tu vas faire quoi ? Les mains dans le dos, le président de l'association Sada déambule dans une vaste pièce du collège Jean-Lurçat de Riis-Orangis (Essonne) en fixant un ado. Il le chauffe. Fait venir d'autres élèves. Ça part en baston (fictive). Ça suit sur lui en train de le taper, qu'est-ce qui se passe ? » demande Adama Camara. « Moi, je filme ! » réplique un garçon du tac au tac. Ça parle cou attrapé, patate dans la tête, penalty. « Je suis par terre, je bouge plus, qu'est-ce qui se passe ? » relance l'intervenant. « Je mets un dernier coup, après je pars. » Dans la salle de cet établissement classé en réseau d'éducation prioritaire (REP), une cinquantaine d'élèves de 3^e assistent en silence à l'impro. « Quelques jours après, vous apprenez que la

personne que vous avez tapée a perdu la vie. » Ceux qui ont pris part au passage à tabac, âgés de 13 à 15 ans, atterrissent en garde à vue puis sont déferés au parquet. « Le juge décide de les envoyer en prison pour meurtre. A 15 ans, ils vont en prison ou pas ? Dans une cellule de 9 mètres carrés. Levez la main si vous pensez que oui. » Seuls deux bras s'élèvent. Il renouvelle la question : et à 14 ans ? Et à 13 ans ? « A partir de 13 ans, on est responsable pénalement. Si vous commettez un crime, le juge peut vous envoyer en prison, la vraie vraie prison. Beaucoup ne le savent pas parce qu'on entend souvent "t'es mineur, tu risques rien", explique Adama Camara. Quant à l'auteur de la vidéo, il est complice, même s'il n'a pas porté de coups. « Ils sont partis en prison pour quoi ? Pour un regard. A la fin, c'est des familles qui sont brisées des deux côtés. Vous allez dire quoi à vos parents ? On l'a tué parce qu'il a marché dans notre quartier ? Et vous allez dire quoi à la famille de la victime ? »

Artère fémorale
Voilà quatre ans qu'Adama Camara sensibilise les ados - même depuis peu les enfants de CM2 - aux risques des rixes. Les annonces récentes de Gabriel Attal visant à lutter contre la violence des jeunes sont à mille lieues de sa pratique. « Les réponses qui ont été données, c'est plus de



Dans un atelier d'Adama Camara. C. ZANNETTA/ICI

répression et peu de prévention. OK, peut-être que les personnes qui ont commis des choses doivent payer, mais pour les nouveaux élèves qui ne sont pas encore dans cette situation, il faut faire de la prévention », défend le trentenaire. Ses deux heures d'intervention sont savamment ficelées. Il maîtrise son sujet à la perfection, comprend les colégiens au point d'anticiper chacune de leurs réactions. Il le sait, une partie des ados de cette commune régulièrement en proie aux rixes sortent toujours équipés d'une lame. « Si on t'attaque avec un couteau, si t'as pas d'arme, tu vas te faire planter. C'est soit lui, soit toi », justifie un garçon. Soit. Mais alors, en cas d'embrouille, ils en font quoi de leur couteau ? « Tu vises

où ? La culisse ? » demande Adama Camara. « Ouais, rétorque l'ado. « Malheureusement, la plupart des jeunes qui ont perdu la vie ont été touchés au niveau de l'artère fémorale, dit Adama Camara. On ne se protège pas avec un couteau ! Demain, je tombe sur une personne qui en a un, qu'est-ce que je dois faire ? » Les ados sont malins : ils adaptent leur réponse à ce qu'ils pensent que l'adulte

attend d'eux. Promis, en cas d'embrouille à l'opinel, ils courent. « Et si quelqu'un est en train de filmer ? » Mince. Hors de question de passer pour une « salope » et de se faire afficher sur les réseaux. Finalement, ils ne courent pas. « Je préfère courir et embrasser ma mère le soir que pas courir et que ma mère, elle embrasse un cerceuil, lâche Adama Camara. Redescendez de ça, les gars. Ne pensez pas aux réseaux, votre vie, elle est en jeu. Demain, on te plante, tu meurs. T'as pas couru, t'as fait le bonhomme. Et alors ? C'est fini. »

« Elle m'a servi à quoi, cette vengeance ? »

Une heure passe avant que ce grand gars de 1m92 parle de lui. De son frère, Sada, tué à coups de couteau dans le thorax en 2011. De ce drap blanc qu'il découvre en pleine nuit à la gare de Garges-Sarcelles. De sa mère allongée en pleurs sur le sol de sa chambre. Du corps froid de son cadet à la morgue. Une jeune fille quitte la salle en pleurant - son cousin a lui-même été tué lors d'une rixe, il y a quelques mois. Après trois années à tenir son envie de vengeance à distance, Adama Camara se procure une arme, qu'il pointera vers le grand frère du meurtrier de Sada. C'est pour ça, dent pour dent. Il le blesse « très grièvement », se fait arrêter dans la foulée, prend huit ans, en purge quatre.



Il raconte cette cellule de sept pieds peinture 44 de large, sur 13 de long. La cohabitation contrainte avec un inconnu, l'impossibilité de caqueter les effluves à l'heure de « lâcher un numéro 2 ». Le réveil chaque matin à 7 heures pour l'appel. Sa fille qui grandit sans son père, son père qui meurt sans son fils. « Mes potes, quand ils sont allés en prison, ils m'ont pas parlé de cette réalité », confie-t-il, cherchant à déglamifier l'imaginaire des ados, biberonnés aux vidéos de taulards-cuisiniers sur TikTok. Contrairement à ce qu'il croyait, ses représailles n'ont pas apaisé son cœur. Parler à une psy, oui. « Au final, je me dis, elle m'a servi à quoi cette vengeance ? A rien. J'ai plus perdu que j'ai gagné. »

En alternant mises en situation, projections de films et témoignage personnel, Adama Camara sait maintenir l'attention et viser juste. Mais que se passera-t-il une fois les ados rentrés au quartier ? « C'est compliqué de résister au groupe, mais eux au moins, ils sont informés. Si demain il y en a un qui sort un couteau, ils vont se dire "je suis en danger". Peut-être qu'on ne peut pas sauver tout le monde, mais un maximum de jeunes vont pouvoir réfléchir et agir autrement. Ils seront moins nombreux à foncer tête baissée dans les embrouilles. »

ELSA MAUDET

SILENCE *ON JOUE!*

FESTIVAL
Jouer et apprendre,
mais surtout jouer



LEONIE AUSTIN

25 MAI
de 10h00 à 22h00

**DÉBATS
PODCAST LIVE
JEUX**

Libération

cité

sciences
et industrie

BILLETTERIE





LIBÉ.FR

Entre Madrid et Buenos Aires, la brouille diplomatique s'envenime

Les propos insultants du président argentin, Javier Milei, contre l'épouse de Pedro Sánchez ont poussé Madrid à rappeler définitivement son ambassadrice, Maria Jesús Alonso. Malgré une crise inédite, la rupture réelle des relations diplomatiques reste incertaine. PHOTOS AFP

Chez Total, l'AG de tous les chahuts

La réunion des actionnaires du groupe énergétique est devenue au fil des ans un moment de rassemblement pour tous les opposants à la stratégie menée par l'entreprise. L'édition 2024, qui a lieu ce vendredi, ne devrait pas échapper à la règle.

Par **FRANCK BOUAZIZ**

Le mail du directeur financier a agacé plus d'un des 2000 salariés qui œuvrent dans la tour TotalEnergies, au cœur du quartier d'affaires de Paris-La Défense. Toutes les équipes, y compris celles chargées du bon fonctionnement des systèmes informatiques, devaient avoir quitté les lieux jeudi à 18 heures et seront interdites de séjour durant toute la journée de vendredi. Le motif tient en un sigle: AG, pour assemblée générale des actionnaires. Il s'agit d'un rituel normalement bien rodé dans la vie des entreprises cotées en Bourse. Comme l'exige la loi, une fois par an les actionnaires sont réunis pour approuver les comptes et toute une série de décisions nécessaires à la bonne marche de l'entreprise, comme la rémunération des dirigeants ou la feuille de route stratégique. Dans des temps plus anciens, l'opération se déroulait dans un climat généralement soporifique et se terminait par un buffet. Depuis quelques années, ces réunions sont mouvementées, du fait de la présence de représentants d'actionnaires plus remuants ou d'ONG. En la matière, TotalEnergies remporte la palme. Son AG est de loin la plus chahutée de tout le CAC 40.

L'ambiance a véritablement commencé à changer à partir de 2018, quand, dans une scénographie fort bien étudiée, des militants de Greenpeace sont descendus en rappel dans la salle du palais des congrès de Paris où se tenait la réunion, et sont arrivés directement sur scène. Selon certains témoins, ils auraient infiltré le prestataire chargé du buffet afin d'entrer à l'avance dans les lieux. Depuis, chaque assemblée générale provoque une mobilisation des mouvements de défense de l'environnement.

A tel point qu'à deux reprises l'assemblée générale a dû se tenir à huis clos. L'ambiance est devenue tellement rock'n'roll aux abords de l'assemblée qu'il a été décidé cette année de la rapatrier au siège social, histoire pour l'entreprise de jouer à domicile et de mieux contrôler les accès et les abords immédiats.

23 résolutions. De leur côté, les associations de lutte contre le réchauffement climatique, comme Greenpeace ou les Amis de la Terre, ont prévu cette année de participer à la création d'un village, implanté juste devant la tour Total. Y seront organisés des débats, des expositions «et même des performances artistiques», indique un des porte-parole du mouvement Extinction Rebellion, à l'origine de cette opération. «Nous attendons une prise de

conscience globale. Ça fait cent ans cette année que Total exerce dans le monde, avec aujourd'hui encore des projets d'avenir basés sur l'énergie fossile. Nous demandons l'arrêt de tout nouveau projet gazier ou pétrolier», indique de son côté Edina Ifhene, chargée de campagne au sein de Greenpeace. Les salariés sont eux aussi pleinement conscients de la confrontation entre les enjeux climatiques et les activités de leur entreprise. Thierry Defresne, secrétaire du comité de groupe européen de TotalEnergies et élu CGT, pointe les contraintes et les exigences financières: «Les actionnaires imposent une rentabilité moyenne de 12%. Si un projet d'énergie solaire ne réalise que 6% de retour sur investissement il ne sera pas retenu. C'est une bien mauvaise nouvelle pour la planète que l'on s'oppose à la décarbonation pour répondre à des critères financiers».

A l'intérieur de la salle, l'AG 2024 de Total sera aussi l'occasion pour les actionnaires de montrer leur adhésion ou leur opposition aux 23 résolutions qui, cette année sont soumises au vote. Elles portent sur la politique de l'entreprise en matière de rémunération ou encore sa gouvernance.

Or l'unanimité est loin d'être de mise. Charles Pinel dirige Proxinvest, une société de conseil aux investisseurs pour les votes aux assemblées générales. Dans ses recommandations pour 2024, il préconise de ne pas voter le renouvellement du PDG Patrick Pouyanné au conseil d'administration. «Être à la fois président du conseil d'administration et directeur général est un cumul de fonctions qui permet d'être à la fois le contrôleur et le contrôlé à la tête du groupe», estime-t-il. Bon nombre d'actionnaires souhaitent d'ailleurs que les fonctions de président et de directeur général soient



Patrick Pouyanné, le PDG de Total, en janvier. PHOTO KARIM DAHER - HANS LUCAS

dissociées, mais leur demande n'a même pas pu arriver au stade des résolutions examinées par les actionnaires. La Justice a estimé qu'il s'agissait d'une compétence exclusive du conseil d'administration.

Balance. Or la rémunération de Patrick Pouyanné fait débat. Elle atteint les 76 millions d'euros par an. Charles Pinel la juge trop importante, notamment au regard des quelque 4 millions d'actions gratuites prévues pour le PDG. Les oppositions se manifestent aussi sur la trajec-

toire de production d'énergies fossiles (gaz et pétrole). «On ne peut pas être sûr que les objectifs pour 2030 de Total en la matière respectent les accords de Paris sur le climat», relève le directeur général de Proxinvest.

En attendant le vote et les éventuelles questions de ses opposants, Pouyanné, comme dans les concerts, fait la balance des sons et lumières. La veille de l'AG, il officie seul sur scène et devant une salle vide pour roder le son, l'éclairage et ses réponses. En coulisses, le général Denis Pavier, ancien directeur général

de la gendarmerie, veille à la sécurité. Pour l'occasion il a rajouté des effectifs supplémentaires aux deux «accompagnateurs» qui suivent le PDG dans chacun de ces mouvements. A la différence du showbiz, il n'est cependant pas dit que ce soit pour le protéger de ses fans. ➤

LIBÉ.FR

Pour ne pas menacer ses liens avec l'Etat, Patrick Pouyanné assure que son groupe restera coté à Paris.

Parmi les sujets de débats, la rémunération du PDG, Patrick Pouyanné. Elle atteint les 7,6 millions d'euros par an.



LIBÉ.FR

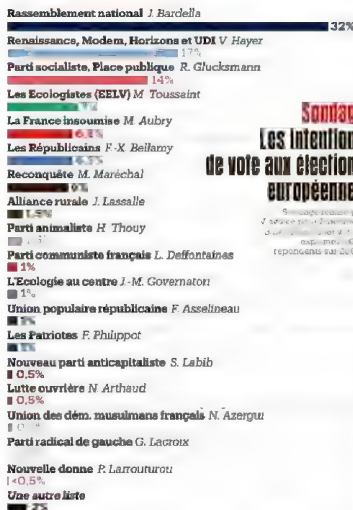
Comment l'Égypte aurait secrètement modifié les termes de l'accord de cessez-le-feu à Gaza

Selon CNN, les renseignements égyptiens ont transformé la proposition d'accord pour un cessez-le-feu à Gaza sans prévenir ni Israël ni les autres médiateurs qataris et américains. Le Caire menace désormais de mettre fin à son rôle d'intermédiaire, alors que Benjamin Netanyahu a annoncé mercredi vouloir reprendre les pourparlers. PHOTO REUTERS

A quinze jours des Européennes, l'écrasante avance du RN

Tous derrière et lui devant. A deux semaines des élections européennes, un sondage réalisé par Viavoice pour Libération confirme l'écrasante avance du Rassemblement national, constatée par l'ensemble des enquêtes d'opinion. Avec 32% des intentions de vote, la liste menée par Jordan Bardella est quinze points devant sa première poursuivante, celle du parti présidentiel Renaissance, emmenée par Valérie Hayer. Le candidat d'extrême droite apparaît comme le seul à n'être pas engagé dans un match avec d'autres candidats. Sa concurrente macroniste est en effet sous la menace de la liste PS-Place Publique de Raphaël Glucksmann. Un troisième groupe voit les listes des Écologistes, des insoumis, des Républicains et de Reconquête se tenir en un point, entre 6 et 7% des intentions de vote, devant le long peloton des «petites listes» données à 1,5% ou moins, parmi lesquelles celle du Parti communiste.

Au-delà de sa position, notre sondage confirme l'élargissement de l'assise électorale du RN. Le parti de Marine Le Pen reste particulièrement



fort auprès des classes populaires et des jeunes électeurs. Mais il n'apparaît plus «plombé» auprès d'autres catégories historiques, comme les seniors (35% d'intentions de vote chez les

Sondage Les Intentions de vote aux élections européennes

Sondage réalisé par Viavoice pour Libération du 18 au 22 mai 2024. Échantillon : 1 000 personnes. Marge d'erreur : ± 2,5 points de pourcentage.

50-64 ans, 26% chez les 65 ans et plus) ou les professions supérieures (30%). Ses deux principales figures, Jordan Bardella et Marine Le Pen, sont respectivement premier ex aequo avec Edouard Philippe et deu-

xième dans notre classement des personnalités politiques. L'un et l'autre recueillent 41% d'opinions favorables, Marine Le Pen suscitant par ailleurs davantage d'opinions défavorables. Autre signe de ces progrès : 17% des répondants indiquent n'avoir jamais voté RN, mais envisager de le faire à l'avenir. C'est le plus haut résultat sur les quatre fois où la question a été posée par Libération et Viavoice depuis septembre 2023.

Autre enseignement : la relative stabilité de l'électorat RN. Dans notre enquête, 87% des répondants ayant choisi Marine Le Pen en 2022 disent vouloir voter RN le 9 juin. Une fidélité qui contraste avec la dispersion d'autres électeurs. Notamment celui d'Emmanuel Macron, dont 57% seulement se prononcent pour la liste de Valérie Hayer, 13% se dirigeant par exemple vers Raphaël Glucksmann ; et celui de Jean-Luc Mélenchon, dont un tiers à peine opte pour la liste LFI et à peu près autant pour celle du candidat PS-Place publique.

DOMINIQUE ALBERTINI

Infographie ALICE CLAIR

Violences sexuelles (1) Cauet en garde à vue dans une enquête pour viols



Sébastien Cauet a été convoqué mercredi devant la brigade des mineurs et a-t-on appris jeudi. Visé par au moins cinq plaintes déposées par des femmes, qui dénoncent des faits de viol et d'agressions sexuelles, l'animateur vedette de NRJ «est rendu librement, et à sa demande, auprès des services d'enquête pour pouvoir répondre, point par point, à toutes les questions posées», assurent ses avocats, cités par BFM TV. «Le temps de la justice n'est pas celui des médias. Sébastien Cauet appelle à la retenue et rappelle le principe de présomption d'innocence», ajoutent-ils. Les plaignantes, elles, ont été «interrogées successivement par la brigade des mineurs» depuis le début de l'année, précise encore BFM TV. PHOTO AFP

Violences sexuelles (2) Edouard Baer accusé de harcèlement et d'agressions



Ce sont six femmes, toutes dans leur vingtaine au moment des faits (qui s'étaient de 2013 à 2021), qui ont témoigné dans une enquête publiée par Mediapart et Cheek jeudi. Elles accusent le comédien Edouard Baer de faits de harcèlement sexuel et d'agressions sexuelles. Majoritairement, elles l'ont rencontré dans un contexte professionnel. Elles font part de gestes inappropriés du comédien, âgé aujourd'hui de 57 ans, qui aurait tenté de leur toucher les seins ou les fesses malgré leur refus. D'autres témoignent de baisers non consentis, ou de multiples appels quotidiens. Aucune n'a porté plainte. A Mediapart, Edouard Baer dit qu'il leur présente «toutes ses excuses». PHOTO HANS LUCAS

11 juillet

L'ONU a créé jeudi une Journée internationale de commémoration du génocide de Srebrenica, qui aura lieu le 11 juillet. «Cette résolution cherche à encourager la réconciliation, aujourd'hui et pour l'avenir», a justifié l'ambassadrice allemande Ante Leendertse. «Il n'y a pas eu de génocide», a affirmé de son côté depuis Srebrenica le chef des Serbes de Bosnie, Milorad Dodik, prévenant qu'il rejetterait la résolution. Le 11 juillet 1995, quelques mois avant la fin du conflit qui faisait rage dans la région depuis trois ans, les forces serbes de Bosnie prenaient la ville de Srebrenica. Les jours suivants, environ 8000 hommes et adolescents musulmans étaient exécutés.

Fusion de l'audiovisuel public : l'examen du texte de loi reporté

Léger répit pour les syndicats de l'audiovisuel public. L'examen par l'Assemblée du projet de loi visant à fonder les médias publics dans l'entité France Médias a été reporté jeudi, en raison d'un ordre du jour trop chargé. La grogne des salariés se fait entendre depuis plusieurs jours, avec la multiplication de tribunes dans les médias et une grève entamée jeudi à Radio France, France Télévisions, France Média Monde, l'INA et TV5 Monde. D'après le Syndicat national des journalistes de Radio France, «près de trois journalistes sur quatre étaient en grève». La décision du report a été formalisée

par l'envoi d'une lettre à la présidente de l'Assemblée, actant son retrait de l'ordre du jour de la semaine, déjà bien rempli par l'examen du projet de loi agricole. Le projet de fusion pourrait n'être examiné qu'en juin au plus tôt. Malgré cette accalmie législative, la grève doit se poursuivre au moins jusqu'à ce vendredi. Des manifestations sont également prévues. Les antennes de Radio France sont perturbées et les émissions habituelles ont été remplacées par de la musique. Partout en France, les locales se mobilisent au Mans, à Caen, Amiens ou

encore Toulouse. D'après le SNJ, «les trois quarts des 44 antennes de France Bleu» étaient perturbées jeudi. Côté télévision, la chaîne France Info a rediffusé des programmes. Quant au sort de France Médias Monde, il ne paraît pas tranché. Le ministre des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, a affirmé que le gouvernement était finalement pour son exclusion de l'entreprise unique. Ce projet de fusion, porté par Rachida Dati, doit se faire en deux temps, avec la création de la holding France Médias début 2025 puis la fusion des médias en 2026. Un calen-

drier très restreint qui concerne 16 000 salariés. Les journalistes et les syndicats dénoncent unanimement «une proposition de loi dangereuse» et «un texte trompeur» qui risque «d'uniformiser et d'appauvrir l'information». La ministre de la Culture a assuré dimanche : «Je veux vous garantir non seulement une pérennité mais votre force dans un univers de concurrence exacerbée», entre plateformes et réseaux sociaux. «Évidemment, on ne va uniformiser ni les métiers, ni les activités», a-t-elle rappelé mercredi devant le Sénat. (Avec AFP)



Kanaky, du méfait colonial à la mondialité

La crise en Nouvelle-Calédonie confronte la France à une réalité inaperçue: il n'y a pas d'«ultramarins», mais des «peuples nations» nés du tourbillon de l'histoire et parfois antérieurs au fait colonial. Ce nouveau monde oblige à ouvrir le pacte républicain.

La Kanaky (maintenant convulsive sous le mépris, la violence et la mort) offre à la vieille République française une occasion de se moderniser. Sa juste revendication exige une autre vision du monde. Elle demande aussi un réexamen de ce qui se «crie» tristement «outre-mer». Cette estampille ténébreuse camoufle ensemble un système et un syndrome. Système, parce que, depuis des décennies (déjouant les mannes européennes et les paternalistes plans de développement), tous les indicateurs mortifères attestent d'une évidence: ces situations humaines demeurent large-

ment en dessous du niveau de bien-être humain que l'on pourrait attendre de terres dites françaises. Syndrome, parce que dans ces pays-là, les signes pathologiques d'assistanat, de dépendance ou de désresponsabilisation sont les mêmes et sévissent de concert (1).

Via la Kanaky, ces pays méprisés par la France offrent à la compréhension du monde une réalité encore inaperçue. Celle-ci ne peut se percevoir par l'unique prisme du «colonial», comme le pensent encore les activistes décoloniaux. Le fait (ou mé-fait) colonial n'est qu'une donnée parmi d'autres. Il nous fait sortir de la prégnance occidentale (seule aujourd'hui à raconter le monde), et entreprendre d'inventorier, une à une, toutes les forces qui ont œuvré à l'accouchement de notre époque. En attendant, commençons par ouvrir notre focale à la mondialité.

Le poète Edouard Glissant appelait ainsi la résultante d'un tourbillon complexe. On y trouve enchevêtrées, les évolutions impénétrables du vivant, les emmêlées des peuples, cultures et civilisations, résultant des chocs coloniaux, du broiement des

empires, puis du capitalisme protéiforme. Résultante de ce chaos: l'individuation. Cette dernière a éjecté des millions d'individus des vieux corsets communautaires pour précipiter leurs combats, leurs rêves, leurs idéaux, vers des accomplissements imprévisibles dans la matière du monde. La mondialisation économique est un standard barbare, mais la mondialité est une matrice vivante, un en commun infraplanétaire, qui relie par des agentivités créatives tout ce qui se trouvait séparé. C'est d'elle que va surgir, tôt ou tard, un autre monde, encore imprédictible.

PRINCIPE ACTIF DE LA «CRÉOLISATION»

Cette mondialité peut nous aider à comprendre la Kanaky, et mesurer combien la Constitution française est maintenant obsolète. Surtout inacceptable. Elle verrouille (sous une fiction absurde de «départements», de «régions», de «collectivités» et de «territoires» d'outre-mer) des complexités territoriales, historiques et humaines qui lui sont étrangères. Ce ne sont pas des choses «ultramarines». Ce sont des peuples na-

tions! Ils ont surgi d'une alchimie que les anthropologues appellent «créolisation». Ce terme souligne ce qui se produit quand, de manière immédiate, massive et brutale, des peuples, des civilisations, des individus (mais aussi des interactions amplifiées entre les écosystèmes, biotopes et biocénoses) imposent aux existences une entité globale de référence: celle de Gaïa qu'aimait Bruno Latour, de cette Terre patrie dont parle Edgar Morin, ou de ce chaosmos poétique que Glissant nomme «Tout-monde». Cet entremêlement inextricable du vivant et des hommes se serait inévitablement produit. Prenons, la traite des Africains, l'esclavage de type américain, le système des plantations et des extractions

massives. Ajoutons-y, la colonisation, le capitalisme, la prolifération urbaine et les systèmes technoscientifiques, on aura alors à peine esquissé le plus visible d'un processus insondable: celui de la relation. Cette notion du tout relié à tout constitue le principe actif de la créolisation. C'est d'elle qu'ont surgi ces peuples nations que la Constitution française ne comprend pas. Elle les verrouille sous un effarouchement «indivisibles» et fonde sa V^e République sur un aussi fictif que monolithique «peuple français». Elle réduit ainsi à de simples «populations» les entités humaines formidables que son bond colonial et son histoire relationnelle ont rendus solidaires de sa présence au monde.

Mais le plus important, c'est ceci: dans la relation, dessous le couvercle «outre-mer», il y a aujourd'hui deux types de peuples: les peuples ataviques et les peuples composites. Les peuples ataviques (mélanésiens de Kanaky; polynésiens; mahorais; peuples originels de Guyane...) disposent d'une antériorité multimillénaire sur l'emprise du mé-fait colonial. Les peuples composites

Par
PATRICK CHAMOISEAU



Écrivain, prix Goncourt

Des indépendantistes, à Nouméa le 13 avril, autour de la statue célébrant la poignée de main entre le Kanak Jean-Marie Tjibaou et le loyaliste Jacques Lafleur.

PHOTO THEO NOUBY HANS LUCAS

(Martinique, Guadeloupe, Réunion...) sont des surgissements (des créolités) de la créolisation. Complètement nouveaux, ils sont les derniers peuples de l'aventure humaine à être apparus sur cette terre. Ils n'ont pas d'antériorité qui se perd dans la nuit des temps. Ils sont nés dans le vortex relationnel. Ils mélangent presque toutes les présences anthropiques planétaires. La conscience qu'ils ont désormais d'eux-mêmes en fait de véritables nations qui attendent d'être reconnues comme telles – ce que nul ne sait faire, à commencer par les politiciens français qui distinguent encore à peine les peuples ataviques et rechignent à comprendre leur revendication d'une existence au monde.

L'ÉTHIQUE D'UN VIVRE-ENSEMBLE

La Martinique, la Guadeloupe ont vécu la « désapparition » (2) de leurs peuples ataviques. En Kanaky, le peuple atavique des Kanaks a traversé héroïquement les exterminations. Il constitue une part déterminante du peuplement actuel qui dorénavant est post-atavique. Car le méfait colonial et ses fluidités migrantes ont installé des complexités anthropologiques inextricables. Elles obligent les peuples ataviques à composer avec des implantations nées de la colonisation et du mouvement relationnel. C'est la beauté de Nelson Mandela d'avoir su admettre la présence blanche dans le devenir de l'Afrique du Sud, alors qu'il avait le pouvoir de la frapper. C'est la beauté de Mahmoud Darwich et des grands politiques palestiniens confrontés à l'irréversible implantation des Juifs. C'est surtout la beauté de Jean-Marie Tjibaou d'avoir accepté l'hybridation caldoche, alors que cette dernière avait (conservé encore) de son sang sur les mains... L'agentivité de ces hommes ne s'est pas laissée enfermer dans les frappes et contre-frappes coloniales : elle les a dépassés pour deviner la mondialité et pour donner une âme à la relation. Ces hommes ont maintenu ainsi – pour tous, au

nom de tous – une espérance. Dès lors, une éthique de la relation s'impose. Quand le peuple atavique subsiste, la bienséance du nouveau vivre-ensemble exige de lui remettre la prééminence sur le devenir de son pays : nul ne saurait démanteler ce qui l'unit à sa terre, laquelle est toujours faite (comme le disait Jean Guilat) du sang noble de ses morts. Quand le composite est entièrement fondateur d'un nouveau peuple, il faut – non pas ignorer son existence (comme cela se fait actuellement en France pour la Guadeloupe ou pour la Martinique), mais considérer qu'il y a là une entité nouvelle, qui n'est réductible à aucune de ses composantes, qu'elle soit dominée, qu'elle soit dominante, et qui détient une autorité légitime sur le devenir de sa terre. Cette éthique oblige donc que le corps électoral de Kanaky n'autorise aux votes déterminants que les Kanaks. Que s'y adjoignent ceux qui, venus d'ailleurs, ont été identifiés par les accords de Nouméa (1988, 1998). C'est l'autorité à venir, à prépondérance kanake, qui seule pourra décider des évolutions de son système électoral. Quant à la modernisation relationnelle de la Constitution française, elle est très simple : il suffit de proclamer une VI^e République : de la rendre capable d'accueillir en pleine autorité tous les peuples nations (peuples nouveaux de la relation) qui le voudraient ; d'inaugurer ainsi le pacte républicain ouvert qu'exige la nouvelle réalité (postcoloniale, post-capitaliste, post-occidentale) qu'annonce notre mondialité. L'exploitation du nickel, le domaine maritime, la biodiversité, l'activité spatiale ou le souci géostratégique doivent désormais s'inscrire dans le respect des peuples concernés. Que disparaisse ainsi l'outre-mer de la France !

(1) Lire *Faire-Pays. Eloge de la responsabilisation*, de Patrick Chamoiseau, éditions Le Teneur, 2023.

(2) Les peuples kalinago. Malgré leur effacement, ils demeurent présents de mille façons dans les imaginaires.



CHRONIQUE

Par
TANIA DE MONTAIGNE Ecrivaine

Vous êtes raciste ? Non, « radical »...

Le mot a perdu son sel et son sens premier. Utilisé à toutes les sauces, il est devenu un moyen de faire passer un délit pour une opinion.

Il semblerait que le mot « radical » ait subi le même sort que le mot « bienveillances ». Cuisiné à toutes les sauces, il a perdu son sel et son sens. « Radical » est désormais devenu une étiquette de surface qui permet à ceux qui l'utilisent de faire l'économie de l'autre, voire de l'éliminer purement et simplement. Un peu comme le préfixe « pro ». Dire qu'on est « pro » c'est, à présent, placer tous les autres, ceux qui n'auraient pas exactement le même point de vue que vous, du côté des « anti ».

C'est ainsi que la bataille pour l'avortement s'est un jour retrouvée réduite à un combat entre des gens auto-baptisés « pro-life » et, d'autres devenant par renversement sémantique des « anti-vie ». Tour de passe-passe permettant d'effacer instantanément de l'équation le sujet de départ, la liberté pour les femmes de pouvoir disposer de leur corps.

La magie du « pro », c'est que l'appellation écarte tout ce qui pourrait donner lieu à une élaboration ou à une réflexion. Il suffit simplement de choisir son camp. Etes-vous du côté du bien ou du mal ? C'est oui ou c'est non ? C'est « pro » ou c'est « anti » ? Avec le mot « radical », le renversement est le même. On peut dire d'un propos raciste

qu'il est une opinion « radicale » et mettre ainsi un signe « = » entre un crime ou un délit et un point de vue. Par exemple, « radical » s'auto-baptise le membre zélé d'un groupe identitaire, les Natifs, qui, sur un pont parisien, a fièrement déployé une banderole sur laquelle on pouvait lire : « Ya pas moyen Aya, Ici, c'est Paris, pas le marché de Bamako ! ». Slogan né de l'annonce d'une possible reprise d'Edith Piaf par Aya Nakamura aux JO. Pour justifier de la « radicalité » de leur action, les Natifs ont déclaré que brandir cette banderole avait pour but de : « Dénoncer le choix de notre président : remplacer l'élégance française par la vulgarité, africaniser nos chansons populaires et évincer le peuple de souche au profit de l'immigration extra-européenne. » « De souche », « africaniser », « immigration » à vue d'œil... ça évoque le racisme. L'extrême droite, le nationalisme rance, mais en fait, non, c'est « radical ». « Radical » est aussi l'étudiante « pro-palestinienne » qui s'arroge le droit de décider qui peut ou ne peut pas se sentir concerné par le sort révoltant réservé aux Gazaouis. Elle sait qu'il est un bon « pro » et qui ne l'est pas. Comment ? Visiblement, un bon « pro », c'est obligatoirement

quelqu'un qui n'est pas juif, car c'est bien connu juif égale forcément d'accord avec Benjamin Netanyahu et son gouvernement d'extrême droite égale insensible aux morts et blessés de Gaza.

Partant du principe, vieux comme l'antique, selon lequel un Juif n'étant pas une personne mais un groupe dont on sait par avance ce qu'il pense, il n'y a aucune raison de ne pas être antisémite. C'est certainement dans ce même esprit que d'autres étudiants, se posant en parangon de l'antiracisme, fréquentant les écoles et les universités parmi les moins socialement mélangées, les plus sélectives, les plus coûteuses du monde occidental, ne voient aucun problème à entonner des qu'il est possible des slogans antisémites ou des appels au meurtre, d'une voix puissante et enjouée.

Quoi d'autre ? Eh bien, apparemment pour ces juges de la pensée, un bon « pro-palestinien », c'est forcément quelqu'un qui n'évoquera jamais ni le 7 Octobre, ni les otages israéliens, ni le Hamas, sous peine d'excommunication. Il s'agira de tout faire comme s'il n'y avait pas dans ce conflit, deux gouvernements qui, de part et d'autre, font cyniquement avancer leurs agendas politiques avec les Gazaouis comme variable d'ajustement. Il s'agira aussi de ne jamais prononcer le mot « Iran ». Et ce, même lorsque son guide suprême Ali Khamenei retweete chaleureusement les photos de ces mêmes étudiants occidentaux manifestant, les mains rouges de faux sang, alors que lui-même poursuit l'éradication méthodique de sa propre jeunesse. Une jeunesse iranienne dont le slogan « Femme, vie, liberté » devrait pourtant parler à cette jeune élite occidentale qui se revendique volontiers féministe et antipatriarcale. Et pendant ce temps, la vie d'un jeune homme, radical sans guillemets, le rappeur Toomaj Salehi, est suspendue à un fil.

ABONNEZ-VOUS

Offre intégrale 34,90€ par mois

45% de réduction sur l'abonnement annuel. Offre à durée limitée. Disponible jusqu'au 31.12.2024

S'ABONNER À LIBÉRATION EN CONTACTANT
LE 01 55 56 71 40 OU SUR ABO.LIBERATION.FR

IDÉES/

Pour la reconnaissance d'un Etat palestinien

Tête de liste PS-Place publique aux européennes, Raphaël Glucksmann estime que la perspective d'un Etat libre et viable doit être la base des négociations et non plus leur conclusion.

Il y a des photos particulièrement atroces de Gaza qui circulent. Vous les avez peut-être vues. Une photo en particulier m'obsède, celle d'un petit garçon, Karam. Alors qu'il est déjà mort à cause de la faim, sa maman a refusé pendant de longues heures que le personnel médical recouvre son corps. Elle a parlé pendant de longues heures à son petit «Prince» et a demandé au médecin de partager la photo de Karam au monde entier. Karam n'était pas un terroriste du Hamas. Il était un enfant, avec des rêves et des espoirs d'enfant. Il a été tué à cause de la faim, à cause du blocus organisé par l'armée israélienne. Il y a des milliers d'enfants morts à Gaza. Qui ne sont pas des chiffres ou des «victimes collatérales». Aux atrocités terroristes du 7 Octobre, a succédé une longue nuit d'horreur dont on peine à voir la fin et surtout la finalité. La photo de Karam nous rappelle que rien ne justifie l'horreur des massacres de civils et que rien ne peut justifier le torrent de haine, de déshumanisation et de glorification des meurtres de civils israéliens ou palestiniens que nous constatons depuis le

pogrom du 7 Octobre. Elle nous rappelle qu'il existe une égale dignité des vies humaines et qu'il n'y a pas de vies «inestimables» d'un côté et de morts «regrettables» de l'autre. Une vie palestinienne vaut une vie israélienne et vice-versa.

Elle nous rappelle que le droit international ne doit pas être à géométrie variable, et que nos dirigeants devraient tout faire pour faire respecter la décision de la Cour internationale de justice et soutenir la Cour pénale internationale. Elle exige une autre voie que la guerre perpétuelle et la destruction permanente.

Des êtres humains meurent actuellement à Rafah, et ce n'est pas rien. Ces images de civils démunis et affamés ne sont pas rien. Des centaines de milliers d'enfants, de femmes et d'hommes errent, abandonnés du monde sur leur terre sans la moindre perspective. C'est tout sauf rien, ces images. Et nous, humanistes, nous n'avons pas le droit d'accompagner cette tragédie de slogans de haine ou d'un vide de mots. Les mots, au moins les mots, ces mots qui ne sont pas venus chez beaucoup de dirigeants. Et des actions surtout. Pour empêcher le bain de sang que Benjamin Netanyahu prépare à Rafah.

Pour sortir du chaos

C'est pour cela que je me bats depuis des mois au Parlement européen pour un cessez-le-feu permanent, la libération des otages, la reconnaissance de l'Etat palestinien et la mise en place de pressions économiques et politiques sur le gouvernement israélien. Pour les Israéliens, le pogrom du 7 Octobre, avec ces tueurs passant de maisons en quête de juifs à massacrer, a réactivé la mémoire traumatique des pogroms antijuifs de la fin du XIX^e siècle ou de la Shoah tandis que les déplacements forcés à Gaza, la destruction de leurs maisons, l'effacement de leurs vies ont réactivé les traumatismes de la Nakba («catastrophe» de 1948) pour les Palestiniens. Pour sortir du chaos et de la violence extrême, nous devons donc prendre en compte cette angoisse

existentielle commune aux deux peuples et qui s'enracine dans leur histoire tragique. Les appels écorçants à la destruction d'Israël – provenant du Hamas, de l'Iran et ses proxys [tiers interposés] et de certains activistes chez nous – et les discours abjects de dirigeants israéliens déshumanisant les Palestiniens ne font qu'intensifier encore un peu plus cette angoisse. Comment les pays européens peuvent-ils prendre en charge cette angoisse existentielle et tracer des perspectives de paix? D'abord, en s'engageant à agir vigoureusement contre le régime iranien et ses proxys (Hezbollah,

Houthis, milices en Irak) qui ciblent les populations civiles du Moyen-Orient (notamment en Syrie en participant au massacre de centaines de milliers de civils syriens aux côtés de Bachar al-Assad et de Vladimir Poutine). Ceux-ci à la déstabilisation des pays de la région, portent à bout de bras le Hamas et font peser une menace existentielle sur le peuple israélien depuis de nombreuses années. En montrant donc que l'angoisse israélienne est comprise. Ensuite, en reconnaissant immédiatement l'Etat palestinien et en œuvrant à la décolonisation de la Cisjordanie. Plus de trente ans après l'espoir d'Oslo et la poignée de main historique entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin, la reconnaissance de l'Etat palestinien aujourd'hui ne peut plus être une figure de style ponctuant des discours creux, c'est un droit fondamental des Palestiniens qui doit être acté. En montrant donc que la quête de justice la plus basique d'un peuple privé d'Etat, condamné à la non-existence depuis si longtemps, est prise en charge.

Droit inaliénable

Trop longtemps les négociations de paix présentaient la création d'un Etat palestinien comme l'aboutissement d'un processus dépendant de la bonne conduite

des représentants palestiniens ou de la bonne volonté des représentants israéliens. Nous devons inverser l'ordre des choses face à l'impasse: l'Etat palestinien est un droit inaliénable et sa reconnaissance doit être la base des négociations et non plus leur conclusion. L'Union européenne, ses Etats membres, tout comme Israël et les Etats Unis doivent donc voir l'Etat palestinien comme une donnée à confirmer et non une hypothèse à construire. Cette reconnaissance de deux Etats côte à côte viendrait contrecarrer la volonté du Hamas d'établir un Etat islamiste *judeo-islam* («sans juifs») du «fleuve à la mer» et celle des fondamentalistes messianiques israéliens qui appellent à un Grand Israël «du fleuve à la mer». La lutte contre le terrorisme suppose une perspective politique claire pour le peuple palestinien, une perspective systématiquement niée par Benjamin Netanyahu et ses alliés. Et cette perspective – celle d'un Etat libre et viable – a été si longtemps repoussée qu'elle a besoin d'actes symboliques forts pour être réactivée. Voilà pourquoi je soutiens l'initiative de notre ami et allié social-démocrate Pedro Sánchez, Premier ministre espagnol, d'une reconnaissance de l'Etat palestinien.

SIGNÉ GUGU



Par
**RAPHAËL
GLUCKSMANN**



Tête de liste PS-Place publique aux élections européennes

[illegible]

Dans le même délai et pour toute la durée de l'enquête, l'avis est rendu public par voie d'affiches à la mairie et sur les panneaux administratifs municipaux de la commune de COUBRON. Cette formalité incombe au maire qui en certifie la réalisation.

11 rue de Lappe - Paris 11^e - M^o Bastille

La reproduction
de nos
petites annonces
est interdite

128, rue La Boétie 75008
01 84 60 56 54
07 85 56 51 90



**Vous demandez
nous vérifions**

CheckNews

LE MOTEUR DE RECHERCHE HUMAIN |



«All We Imagine as Light» Et la lumière fuse

Limpide Première Indienne sélectionnée en compétition, la cinéaste nous bouleverse avec son premier long de fiction magnifique et généreux sur un trio de femmes dont les chemins se croisent et se nouent.

EN COMPÉTITION

ALL WE IMAGINE AS LIGHT de Payal Kapadia, avec Kani Kusruti, Divya Prabha, Chhaya Kadam, Hridhu Haroon... 1h54. En salles le 2 octobre.

Par
ÉLISABETH FRANCK-DUMAS

Et soudain, la lumière ! À l'avant-dernier soir de la compétition et surgit d'on ne sait quelle source inspirée, des milliards de photons magiques irradiaient la Croisette depuis le cœur de *All We Imagine as Light*, le premier long métrage de fiction de

la cinéaste indienne Payal Kapadia. Jamais titre ne parut si bien trouvé. Car n'est-il pas tout ce que l'on avait imaginé, espéré, rêvé de lumineux, ce film, au cours de ces dix derniers jours, en nous taillant un chemin au cœur de la forêt de machineries pétaradantes de la sélection ? *All We Imagine...* nous cueille et nous saisit, limpide, déchirant et généreux, en s'attachant à un trio de femmes de Mumbai tentant elles aussi de cheminer de la nuit vers la clarté.

Payal Kapadia, première cinéaste indienne sélectionnée en compétition, n'est pas dans ces pages une inconnue. Son premier long métrage, le docu *Toute une nuit sans savoir*, sélectionné

à la Quinzaine des cinéastes en 2021, était un emballant mélange de film d'amour et de révolte, *found footage* et *cinetract* sur fond de manifestations étudiantes de 2015 (il avait alors été récompensé par l'Œil d'or).

EXISTENCES CONTRAINTES

All We Imagine..., que Payal Kapadia commençait à mûrir avant son docu, exerce sa révolte de manière plus feutrée, mais bien réelle. Là où le premier chroniquait un amour impossible, le second se demande si le bonheur est ne serait-ce qu'envisageable pour trois femmes aux existences contraintes par les forces économiques, le qu'en-dira-t-on, la

tradition. Ne faire qu'entrevoir cette liberté, la désirer, ébaucher sa mise en place, est déjà d'une audace folle. Le faire avec décence, ce mot ringard auquel ce film redonnerait toutes ses lettres de noblesse, et par l'accretion successive de détails sensibles et fauceaux de signes venant insuffler la vie à ses personnages, merveilleusement incarnés par son trio d'actrices, plutôt qu'en nous assommant de déterminismes, est sa réussite de cinéma.

L'ouverture nous plonge au cœur de Mumbai vu depuis la fenêtre du métro – travailleurs nocturnes dans les rues, foule sur les quais. En voix off, des habitants racontent être venus là pour travailler, gagner de l'argent, et espérer en repartir un jour. Le ton est donné, ni misérabiliste ni surplombant, le film nous plaçant au contraire au milieu de la foule d'anonymes. Et parmi eux, nous allons nous intéresser à deux infirmières travaillant dans le même hôpital, Prabha (Kani Kusruti) et Anu (Divya Prabha), ainsi qu'à leur amie Parvati, cuisinière au même endroit (Chhaya Kadam). Le film prend son temps pour nous les présenter, esquisser les rapports qui les lient, les laisser respirer. Les types sociaux ne sont pas si reconnaissables, ces femmes étant à la fois plutôt autonomes financièrement, mais encore contraintes par leur famille, même au loin. Le mari de Prabha habite l'Allemagne depuis des années, et elle donne l'impression d'être une femme gélée depuis, sourde à ce que la vie pourrait encore lui apporter. Anu, rendue immédiatement sympathique lorsqu'on la rencontre en train de tourner en rond sur son siège à roulettes et filer gratis une plaquette de pilules à une patiente, entretient une relation amoureuse avec Shiaz (Hridhu Haroon), un jeune musulman que n'accepteront jamais ses parents. Parvati, quant à elle,



Divya Prabha dans *All We Imagine as Light*.
PHOTO CONDOR
DISTRIBUTION

va devoir retourner dans son village côtier au sud de la ville, car la mort de son mari l'a laissée vulnérable aux assauts des spéculateurs immobiliers qui grignotent la ville. Cette première partie, qui se déroule presque entièrement dans un Mumbai bleuté et nocturne, va faire place à une échappée sur les terres rouges vif de Ratnagiri, où l'horizon, s'élargissant soudain, esquissera toutes sortes de possibles – «une opération du cœur», comme le suggère Anu, à tous les sens du terme.

PHALANSTÈRE SOUS LAMPIONS

Si le film a l'ampleur d'un grand roman réaliste, à sa manière de s'attacher à des destins avalés par la ville et ses forces sociales (l'on pense parfois à Dreiser), il n'avance que par succession de touches subtiles et impressionnistes, faisant monter l'émotion par gradation ascendante jusqu'à une acmé bouleversante, et se battant avec toute la puissance de ses images contre la force des attendus. Ainsi l'arrivée inopinée d'un rice-cooker, vraisemblablement envoyé à Prabha par son mari, va-t-elle offrir, quelques scènes plus tard, un déchirant aperçu du manque et de la stérilité. Ainsi le retour du *Homeless Wanderer* de Tseguè-Maryam Guebrou, lorsque Anu apparaît à l'écran, lui dessinent-elles son impertinente sensualité. Toutes les modalités de la famille, comme forme de contraintes ou de promesses, sont esquissées, à commencer par une vieille femme cauchemardant le retour de son mari dans la scène d'ouverture. L'immense beauté du film est de ne pas en rester là, mais d'imaginer, à travers la solidarité qui unit ces personnages, la douceur avec laquelle ils sont regardés, un autre idéal, ce phalanstère sous lampions de bord de mer dans lequel on s'inviterait bien pour fêter une palme d'or. ➤

À l'occasion de la présentation à Cannes de son superbe film, la cinéaste Payal Kapadia questionne la notion d'indépendance en tant que femme en Inde, tout en mesurant ses privilèges.

Rencontre avec la cinéaste indienne Payal Kapadia sur une plage cannoise où tout le tintouin paraît soudain bien ridicule face à la profondeur de la conversation, qui éclaire le contexte de son fascinant premier long métrage de fiction, *All We Imagine as Light*, présenté en compétition officielle (lire ci-contre).

Vous déclinez à travers plusieurs personnages féminins le thème de l'amour contrarié voire impossible. Voyez-vous de l'espoir quelque part ?

Oui, dans l'amitié, dans le fait que ces femmes se soutiennent les unes les autres. J'ai justement voulu m'efforcer, dans ce film, de faire preuve d'espoir. Le monde en ce moment est tellement désespérant, heureusement qu'il y a le cinéma. L'union fait la force.

Pourquoi avoir choisi de placer une partie de l'intrigue dans un hôpital ?

L'idée remonte à mes études de cinéma, ce devait être mon film de fin d'études, dans une version plus courte bien sûr. J'étais retournée vivre à Mumbai chez ma grand-mère et un jour elle a fait une chute, après quoi une infirmière venant s'en occuper tous les jours. Au même moment, mon père était malade, alors j'avais sans arrêt la tête dans des questions médicales... On ne fait qu'observer ce qui nous entoure, n'est-ce pas ? Et puis le temps passant j'ai voulu en faire une histoire sur le thème de l'indépendance en tant que femme, quand on travaille à Mumbai, parce qu'il y a cette contradiction en Inde, qui existe dans ma propre famille aussi : vous pouvez être financièrement indépendante – et c'est déjà un progrès – mais sur les questions du foyer et de la famille, tout reste à faire. C'est pourquoi le féminisme à l'occidentale n'est pas applicable ici. J'ai choisi l'hôpital comme un microcosme dans lequel je pourrais explorer cette contradiction. Aussi parce que toutes ces femmes ont l'air de se ressembler, mais derrière leur uniforme, il y a une foule de désirs et de rêves.

Vous sentez-vous indépendante ?

J'ai beaucoup de privilèges. Déjà, ma mère est artiste peintre, ouverte d'esprit, donc j'ai beaucoup plus de liberté que la



Payal Kapadia à Cannes, mercredi.

«Je fais des films pour comprendre ce qui m'entoure»

plupart des femmes. Ensuite, je viens d'une caste privilégiée, avec un certain confort financier. Je suis donc assez en sécurité pour faire du cinéma indépendant. Ceci étant dit, ce n'est pas évident en Inde, il n'y a pour ainsi dire pas de bourses, seulement des financements privés, sur lesquels on ne peut pas forcément compter... Le système français m'a beaucoup aidée, même s'il nous a fallu cinq ans pour obtenir les aides.

Votre dernier film documentait de façon frontale les grèves étudiantes de 2016. Ressentez-vous une responsabilité en tant que cinéaste de montrer les mouvements sociaux qui agitent votre pays ?

Je fais des films pour essayer de comprendre un peu mieux ce

qui m'entoure, mais aussi mes propres contradictions. La transformation de cette partie-là de Mumbai, je la vois tous les jours, et ça me rend malade. Je ne peux pas échapper à ce que j'ai sous les yeux. Mais je ne perçois sûrement pas les choses de la même manière que si j'avais été directement concernée par tout ça. Peut-être que j'ai le regard que j'ai parce que je suis un peu une outsider ?

Vous mettez en scène une histoire d'amour entre une femme hindoue et un homme musulman. À quel point est-ce difficile à représenter ?

Je suis profondément peinée que certains accusent les jeunes hommes musulmans de mener un «jihad de l'amour». Dans certains cercles, c'est tout à fait admis de clamer que ces

hommes séduisent les femmes hindoues pour les épouser, et que c'est une forme de guerre sainte. J'ai mal quand je songe à ça, non seulement parce que ça criminalise les hommes musulmans, mais parce que ça infantilise totalement des femmes adultes, comme si elles n'étaient pas capables de penser par elles-mêmes et que ces hommes leur lavaient le cerveau.

Auriez-vous aimé pousser plus loin certains sujets ?

C'est facile pour moi d'être assise en France et de raconter ce qu'on devrait pouvoir dire ce qu'il pense, et que c'est ça, la liberté. Mais c'est plus compliqué que ça. Parfois, j'aimerais être plus courageuse.

Recueilli par MARIE KLOCK
Photo LAURA STEVENS.
MODDS



«Le Roman de Jim», papa de côté



Chaque acteur semble avoir été choisi pour l'étrangeté qui habite ses phrases. PHOTO YKAMIDE DISTRIBUTION

Tripes Adapté d'un roman de Pierrick Bailly, l'émouvant long métrage des frères Larrieu est à la mesure de son apparente légèreté. Adaptant un roman de Pierrick Bailly, qu'on jurerait écrit pour eux, les deux cinéastes français signent un mélodrame sur la paternité qui laisse les trémoles à la porte mais déchire le cœur en mille morceaux au moment venu. On s'étonnera de n'y trouver quasiment que des scènes de bonheur, rapportées à la

L'émotion contenue dans le dernier film des frères Larrieu est à la mesure de son apparente légèreté. Adaptant un roman de Pierrick Bailly, qu'on jurerait écrit pour eux, les deux cinéastes français signent un mélodrame sur la paternité qui laisse les trémoles à la porte mais déchire le cœur en mille morceaux au moment venu. On s'étonnera de n'y trouver quasiment que des scènes de bonheur, rapportées à la

vie ordinaire, simplissime. Une félicité montagnarde que le duo pyrénéen a toujours pratiquée dans un cinéma réputé sensuel et libertaire. Il s'agira cette fois de manoeuvrer dans la mélancolie, distribuer les coups du sort sans renoncer à vivre de loufoquerie et d'eau fraîche. Les paysages du Haut-Jura font décor à la trajectoire d'un homme, dénué de vocation ou de destin, du genre à aller là où le vent

souffle, bonne pâte, sans chichis, sans calcul. Dans sa jeunesse, Aymeric s'est fait gauler pour un petit délit qui lui a fait purger une peine de prison. À la sortie, il retrouve une ex-collègue enceinte jusqu'aux yeux, laissée en plan par le géniteur de l'enfant à naître. Il n'y réfléchit pas à deux fois avant de tomber raide amoureux et élever cet enfant comme le sien. Le petit Jim grandit dans un cocon aimant, pas le moins du

monde concerné par l'existence d'un père biologique jusqu'à ce que ce dernier refasse surface. Rétrogradé au rang de «parrain», Aymeric est cruellement remplacé dans la vie de Jim et devra se reconstruire sans lui. On apprend dans le film que le mot «fœter» désigne au Japon ces travailleurs précaires qui cumulent les missions d'intérim et contrats temporaires. Telle est la malédiction qui frappe Aymeric, qui vit de petits boulots passagers et se découvre ultimement réduit à n'être qu'un père éphémère pour l'enfant qu'il aime de toutes ses tripes.

Frappante est la manière dont les frères Larrieu font briller leur intelligence des émotions impures, de sorte que le malheur semble toujours agir par inadvertance, poliment, l'air de rien, en n'incriminant aucun des personnages qu'on voudrait tenir pour responsables. Il y avait de quoi offrir un aller simple pour la mièvrerie (jusqu'au recours appuyé à la voix off), mais le film tire parti du naturel éberlué de sa troupe d'acteurs, chacun semblant avoir été choisi pour l'étrangeté qui habite leurs phrases, leurs réactions ou absence de réactions. La rondeur de Karim Leklou joue à plein dans ce rôle d'irréductible gentil, bloc de résignation ahurie

Les paysages du Haut-Jura font décor à la trajectoire d'un homme, dénué de vocation, du genre à aller là où le vent souffle.

chaque fois qu'on s'attendrait à ce que son personnage se rebiffe. Tout comme le chaos à fleur de peau de Lætitia Dosch fait merveille, celle-ci portant sur ses épaules la cruauté frontale du scénario avec cette allure perpétuellement catastrophée. Comme il existe, dans le spectre chromatique, une magie des couleurs complémentaires, l'alchimie du casting s'exprime par la force des contrastes, la cristalline Sara Giraudeau complétant la voix de basse de Bertrand Béraud et ses airs de ménestrel dépressif. Stylisé pour ne pas l'être (à en paraitre faussement banal), radieux dans ses bifurcations, le film porte cette histoire de parentalité atypique à un point d'équilibre entre le doux et le douloureux, fluide comme le temps qui passe.

SANDRA ONANA

CANNES PREMIÈRE

LE ROMAN DE JIM d'Arnaud et Jean-Marie Larrieu, avec Karim Leklou, Lætitia Dosch, Noé Abita... 1h 41. En salles le 14 août.



Spectateurs! est un autobiopie maniaquement reconstitué. PHOTO LEE FILMS DU LOSANGE

Ventriloque

Avec «Spectateurs!», le cinéaste tente de faire son autoportrait en cinéophile mais s'égare dans un improbable film-essai sur le cinéma.

RÉANCIÉ SPÉCIALE

SPECTATEURS! d'Arnaud Desplechin, avec Mathieu Amalric, Dominique Pailin, Clément Hervieu-Léger... 1h 28.

Pourquoi ce film, maintenant? Pourquoi ce pluriel à *Spectateurs!*? Pourquoi ce point d'exclamation? L'autobiopie maniaquement reconstitué qui sert de glu à cet improbable essai filmique d'Arnaud Desplechin est celui de son accession à l'art qu'il a fait sien, depuis la petite enfance jusqu'au moment où il a envisagé d'apporter sa pierre à l'édifice. Interprété par un quatuor de comédiens de 6 à 30 ans (Louis Birman, Milo Machado-Graner, Sam Chemoul et Salif Cissé) et de très loin la plus dense composante de *Spectateurs!*, ce portrait dispersé tout au long du métrage révèle qu'il est d'abord celui d'un spectateur en particulier parmi les spectateurs en général, Desplechin lui-même, et d'abord un film sur son cinéma, celui qu'il a vu et qu'il a fait.

C'est dommage, se dit-on, parce que les spectateurs que l'on découvre au début, de tous âges et de toutes origines, sont des vrais personnages, tous surprenants.

C'est ce qui les définirait d'ailleurs de prime abord, leur manière de surgir toutes différences dehors, qui nous étonnent par leurs goûts, leurs manies et leurs anecdotes. Un spectateur est toujours unique, dit un prof dans une séquence reconstituée des études du cinéaste. Sauf qu'aucun n'est aussi unique, dans *Spectateurs!*, que le spectateur-zéro qu'est Desplechin, qui, proustien-freudien indécrottable, projette dans sa vie de spectateur les films des autres.

Du reste le film aurait aussi pu s'appeler «Projections!» : Stanley Cavell en donne la (il y a eu, à l'origine, une commande de film hommage au critique américain) quand Desplechin consacre une partie importante du documentaire au film en tant qu'il se met à exister dans la salle de cinéma. Avec la philosophe Sandra Laugier en ventriloque, Desplechin laisse entrevoir, un instant fugace, qu'il va s'engouffrer dans une embarquée théorique. Las, il oublie de s'oublier, péroré (avec plus ou moins de talent), copie-colle de la pellicule et se perd, littéralement, au moment de rendre hommage à celui dont il répète qu'il a fait de lui un «témoin», Claude Lanzmann. On ne doute pas que le spectateur Desplechin a changé du tout au tout en découvrant *Shoah*, mais le geste, et les paroles, sont décidément trop lâches, et trop courts, pour faire de ce film-essai un film convaincant. Un film, s'assurant, sur Desplechin se regardant regarder le cinéma aurait été moins tortueux, plus sympathique et plus enrichissant.

OLIVIER LAMM

Arnaud Desplechin, mister bobines



Clotaire et Jackie (François Civil et Adèle Exarchopoulos) vont tisser une idylle intense, bien au-delà du raisonnable. PHOTO STUDIO CANAL

«L'Amour ouf», Lellouche tombe dans la passion magique

Frérot Pour la première fois en compète, le cinéaste nous étonne avec un blockbuster inspiré sur une histoire d'amour contrariée.

EN COMPÉTITION

L'AMOUR OUF de Gilles Lellouche

Lellouche, avec François Civil, Adèle Exarchopoulos, Mallory Wanecque... 2h46. En salles le 16 octobre.

L'amour ouf, c'est du cinéma. Ce genre d'amour qui faisait rêver autrefois, toxique, normatif, qui nous endoctrinait via les films, nous endoctrinait encore, au moment de nous projeter dans la vie à deux, la passion, le mariage et tutti quanti. Un amour coupable – de nous aliéner, puis nous voler notre liberté. Gilles Lellouche a l'air d'y croire très fort dans *L'Amour ouf* mais on n'ira pas lui chercher des poux idéologiques : c'est parce qu'il aime le cinéma. Qu'il l'aime comme un ouf. Et *L'Amour ouf*, son deuxième long métrage en tant que

cinéaste, est moins un film sur des amoureux que sur des amoureux de cinéma. Pas ceux de *L'Amour fou* de Rivette ni de celui de Breton – le film n'y fait pas référence, mais reprend tel quel le titre de la version française de *Jackie Loves Johnser OK?* de l'Irlandais Neville Thompson, le roman qui a servi à Lellouche, Ahmed Hamidi et Audrey Diwan de trame pour le scénario qu'ils ont coécrit. Mais les amoureux contrariés qui peinent à la marge des thrillers et autres films de mafia américains, les soupriants déraisonnables mis à l'épreuve par leur condition de *True Romance* ou *Sailor et Lula*, qui entraînent le monde entier dans leur coup de foudre jusqu'à faire se courber le réel sous la force de leur désir. Qui font délirer des films entiers devant nos yeux, au rythme et aux couleurs de leur passion.

Vibrant. Les «oufs» de Lellouche sont Jackie et Clotaire, qui s'ennamourent au lycée, et vont tisser une idylle intense, bien au-delà du raisonnable. Elle est petite bourgeoise, grande gueule, fille d'un réparateur de télé, orpheline de sa mère perdue dans un accident de la route. Il est fils de docker, rejeton turbulent

d'une famille nombreuse et habitué à se prendre depuis le plus jeune âge des roustes, zonant à la lisière de la délinquance, se préparant chaque jour de classe qu'il sèche au jour où il va glisser pour de bon dans. Dès la première rencontre, la première anicroche, c'est pour ainsi dire plié – et l'espace-temps du film avec. Dans la première moitié, la partie *eighties* et adolescente avec Jackie jouée par Mallory Wanecque et Clotaire par Malik Frikah, on est complètement avec eux. La ville fictive où l'histoire se déroule, avec son usine, sa plage, ses rues pavillonnaires, a des airs du Cherbourg de Demy, et le plaisir est plein de les voir s'unir en attendant la brouille qui s'annonce, au fur et à mesure que Clotaire se rapproche du gang raciste de La Brosse (Poelvoorde), que la violence s'intensifie, que les coups dans la gueule du gosse gagnent en intensité. Dans la deuxième moitié, l'adulte, à l'époque des portables itinérants, les stars (François Civil, Adèle Exarchopoulos) font un peu écran, mais on marche, les deux sont bons (et pas qu'eux : Quenard dans le rôle du frérot, Lacoste en gros conard qui dévie un moment Jackie de sa vie), on

croît à la continuité et *L'Amour ouf* reste vibrant grâce à son enjeu : vont-ils se retrouver un jour, et comment ?

L'Amour ouf, c'est du cinéma. Lellouche a mis les moyens. Lellouche a eu les moyens. 35,7 millions d'euros, troisième plus gros budget français derrière *Le Comte de Monte-Cristo* (qui était montré à Cannes mercredi soir) et le biopic d'Antonin Baudry sur Charles de Gaulle. Lellouche, qui adore le roman de Thompson depuis le jour où Poelvoorde a eu l'idée de lui en offrir un exemplaire, avait envisagé comme ça son film – faire péter le spectacle ou rien. Une débauche, mais pas une dépravation. *L'Amour ouf* est beau et pas seulement rutilant, l'argent dépensé au bon endroit, si l'on en croit ce qu'on voit, les cracks de l'industrie au taquet (Laurent Tangy à la photo, Simon Jacques au montage), plus que sur leur 31, pour accompagner Lellouche dans la fabrication d'un film dont on reçoit les idées comme ceux d'un cinéaste plutôt qu'une démonstration de force.

Chewing-gum. Il faut croire que *L'Amour ouf* est cohérent. On s'en étonne parce que *Le Grand Bain* avait beau nous avoir plu, les liens de l'équipe au générique avec *Bac Nord*, *Astérix* ou *Mon Roi*, ou le fait que *L'Amour ouf* s'avance comme un de ces grands projets derrière lesquels l'industrie du cinéma français fait front commun, ne laissaient pas entrevoir que s'y exprime une voix de cinéaste si clairement. Mais c'est comme ça, les belles idées abon-

dent et se répondent, idées de cadre, d'angle, d'étrangement, même d'effet spécial (les flammes du générique, au bout d'un travelling aérien au-dessus d'une usine, ou ce chewing-gum qui se met à pulser comme un cœur).

«Le mec se prend pour Paul Thomas Anderson», a-t-on maugréé dans les premières minutes face à l'image et aux lueurs de couleur lézardant l'image, comme dans *Punch-Drunk Love*, une autre histoire d'amour ouf, tiens, sans parler de Jon Brion à la musique, comme l'aveu de fan-boy d'un cinéaste débutant à un géant. Mais c'était avant de se faire cueillir par une chanson de Billy Idol (*Eyes Without a Face*) et la scène qu'elle vient faire vibrer. *L'Amour ouf* est un film qui fait beaucoup pour se faire aimer, et Lellouche, l'amoureux du cinéma, n'est jamais ridicule dans ce qu'il entreprend d'en recréer, voire d'y inventer. Le film ne réussit pas tout, loin de là. Il foire des personnages (Lionel, par Jean-Pascal Zadi, en acolyte noir seulement là pour faire marrer, sur fond de codes black culture écoulés), peut-être même son issue, inattendue, simpliste, à rebours du grand final scorsien qui s'annonçait. Mais on avait peut-être mal compris le titre : plutôt que de le lire d'une traite, Lellouche nous encourageait à le lire en se représentant une césure entre les deux mots. «L'amour, ouf !», il va tout nous sauver ? Ce blockbuster céfran à l'effectivité insérée pourrait-il nous rassembler, nous spectateurs, les intraitables comme les débousoillés ?

O.L.

«Vers un pays inconnu» tient la route

Fuite S'enferrant dans une voie un peu thriller, le premier long métrage de fiction du cinéaste palestinien Mahdi Fleifel émigré au Danemark campe deux cousins qui cherchent à rejoindre l'Allemagne pour reconstruire leur vie.

CRÉDITS DES CONTRASTES

VERS UN PAYS INCONNU de Mahdi Fleifel, avec Mahmood Bakr, Aram Sabbah, Mohammad Alsurafa... 1 h 45.

Le récit de *Vers un pays inconnu* semble suivre, comme règle pour l'écriture et pour la mise en scène, le mouvement de la citation d'Edward Saïd sur laquelle il s'ouvre : «Le destin des Palestiniens est de ne pas finir là d'où ils viennent, mais dans un endroit inattendu et lointain.» Ses personnages, les cousins Chatila et Reda, sont deux jeunes hommes palestiniens du Liban exilés à Athènes, et qui cherchent à rejoindre l'Allemagne pour reconstruire leur vie : les quelques jours qu'on passe à leurs côtés sont de l'ordre, sinon de l'aventure, du moins de la péripiétie pure, où les choses bifurquent sans cesse, roulement mal, reprennent, se barrent ailleurs.

Le cinéaste d'origine palestinienne Mahdi Fleifel – qui a grandi à Dubai et dans un camp de réfugiés au Liban, et vit depuis longtemps au Danemark – construit ce premier long métrage de fiction (après des documentaires) comme un film de duo, jouant du contraste entre le sérieux et coloré Chatila (Mahmood Bakr) et le plus volatil et rêveur Reda (Aram Sabbah), addict à l'héro et travailleur du sexe occasionnel – le film n'en profite pas pour débiter des clichés. Finalement, c'est le plus responsable des deux qui se montrera irresponsable, entraînant son cousin dans des plans de plus en plus galère pour réunir l'argent de leur départ vers l'ouest. Si le film s'enferme comme ses héros – avec eux jusqu'au bout, jusqu'à manquer de distance – dans cette voie un peu thriller, qui cherche à plaire mais ne lui va pas très bien, il garde certaines qualités en tant qu'études de personnages. Il les suit dans les rues et les bus, de son 16 mm caressant, sans cesser de poser la question de la destination des Palestiniens.

L.C.



Les cousins en route vers Berlin. E. PROZOU



Héros du film, le chat noir va devoir apprendre à survivre face à l'hostilité aquatique. PHOTO UFO DISTRIBUTION

«Flow», aventures en terrain minet

Déluge Sans jamais s'appuyer sur une voix off ou un habituel anthropomorphisme, le long métrage d'animation du cinéaste letton Gints Zilbalodis, sur des animaux en pleine exploration après un déluge, stupéfie par sa maîtrise et sa hauteur de vue.

UN CERTAIN REGARD
FLOW de Gints Zilbalodis (1 h 25).

Bien que le Festival ait remis une palme d'honneur au studio Ghibli cette année et en dépit de quelques passages de films d'animation mémorable (des Triplettes de Belleville, Valse avec Bachir, la Tortue rouge...), Cannes n'est pas vraiment identifié sur la carte de la cinéphilie comme un haut lieu du genre. Cette année, en compétition officielle, on attend la *Plus Précieuse des marchandises* de Michel Hazanavicius, dernier film à être projeté avant que le jury ne rentre dans la chambre secrète des délibérations. Dans la section Un certain regard, *Flow* d'un cinéaste letton, Gints Zilbalodis, stupéfie. L'action se

déroule dans un monde dont les humains ont complètement disparu, la nature a repris ses droits et ne subsistent ici ou là que quelques somptueuses ruines qu'une inexorable montée des eaux est en train peu à peu de recouvrir. Seuls êtres vivants, des oiseaux, des cerfs, des poissons, des lémurins, un capybara, et d'anciens animaux domestiques, des chiens et surtout, héros du film, un chat noir qui va devoir apprendre à survivre face à l'hostilité aquatique. Un bateau opportuniste vient le sauver de la noyade assurée et il doit apprendre à coexister avec d'autres occupants dont il ne partage ni les habitudes ni le même régime alimentaire.

Survie. *Flow* est entièrement muet, le cinéaste s'étant refusé à l'habituel anthropomorphisme des récits animés et toute son équipe a travaillé les détails des mouvements et attitudes des différents types d'animaux représentés, rompant ce réalisme à quelques détails près quand soudain le chat se redresse pour tenir la barre du bateau ou que les lémurins se couvrent de bijoux de récupération. «Il s'agit d'opposer l'individu à la société. Il s'agit de savoir comment une personne veut – ou ne veut pas – appartenir à un groupe», explique le cinéaste à *Variety*. Gints Zilbalodis, qui s'est auto-formé aux différents arts qu'il

exerce, n'avait que 25 ans et déjà plus d'une demi-douzaine de courts métrages à son actif lorsqu'il présenta au festival d'Annecy en 2019 son premier long, *Away*, réalisé seul, incarnant dessins, sons, musique, montage. Cette fois, il est encore très présent à plusieurs postes clés au générique (la partition musicale très présente, c'est lui) mais a dû lui-même, tel le chat, apprendre à composer avec les autres. C'est un film de survie bien sûr, une relecture de l'arche de Noé dans le cadre d'un nouveau déluge où la beauté et l'extraordinaire profusion de la nature sert de terrain d'exploration des animaux cherchant un lieu où se poser, le lyrisme crescendo de l'action tenant aussi bien au caractère fatidique de la submersion totale et de la violente reconfi-

guration des espèces qu'elle annonce. Le chat, dont les miaulements et ronronnements vont le font trouver si adorable, ne perd pas une seconde de cette pérégrination comme une série d'étapes d'un roman de formation dont on soupçonne qu'il ne peut déboucher sur un autre apprentissage que l'intense brièveté d'une existence où il n'aura pas la ressource d'apprendre à respirer sous l'eau.

Souplesse. Une des plus belles séquences du film nous fait basculer cependant du matériel au spirituel, le chat lévitant entre ciel et eau et comme aspiré dans un vortex ouvrant sur on ne sait quel outre-espace qu'on escompte plus au sec. Avec sa palette de nuances de vert et de bleu, la souplesse élastique des mouvements du chat et la maîtrise d'un récit à mener sans jamais s'appuyer sur une voix off ni le moindre échange sinon les miaulements, aboiements, brames et chants divers qui constituent la Babel de cet univers à son déclin. On ne peut rêver plus efficace sensibilisation aux enjeux écologiques tant on réalise que, notre extinction accomplie, les animaux plus résistants pourraient encore en payer le prix après nous et c'est ce comble d'outrecuidance humaine, cette absence coupable, que le film à la fois idéalise et rend si poignant.

DIDIER PÉRON

L'action se déroule dans un monde dont les humains ont disparu, la nature a repris ses droits et ne subsistent ici ou là que quelques somptueuses ruines.

RESTONS PALME

Par
LUC CHESSEL

Et là, tout bouscule

On entend la voisine de l'hacienda Libé s'écrier de l'autre côté des buissons que merde, son doigt a glissé en envoyant un texto. «Je voulais écrire "bon c'est bon", à la place j'ai mis : "non c'est non !"» Toute critique est un acte manqué, on sait bien, mais quand même, trop c'est trop. Il paraît que cette époque en perte de repères (de pères?) voit Libé applaudir sans larmes Gilles Lellouche (hello frère!) tout en reniant Miguel Gomes (désolé Mur-nau), acclamer l'ex-soubé Sean Baker, publier des 12 feuillets sur la sape chez Sorrentino sans se déplacer pour le Lino Brocka de B6 à Cannes Classics (j'ai enfin vu un vrai film, je peux repartir). Ça y est, on est devenu le Figaro? On a définitivement troqué la politique des auteurs pour celle des éteurs, quitté le Groupe Dziga Vertov pour les paras d'Eric Neuhoff? Certes «All Competitions Are Bullshit», dit un sticker anti-JO vu collé fort à propos sur le Palais des Festivals, de là à mettre un coup d'accélérateur sur la fin de toutes les valeurs, il y a un pas qu'on aurait sauté. Où va-t-on, je vous le demande? Prenons la question au sérieux. Elle revient à une autre : où fuir? Heureusement Payal Kapadia, presque in extremis, avec son *All We Imagine as Light*, vient d'Inde nous donner la réponse, nous remettre dans le chemin critique, cette voie pas droite ni de droite, qui ne file pas doux, pas plus que le film. Les errances de ses trois héroïnes infirmières les mènent à un ultime, mais pas définitif, refuge. Leur beach bar du bout du monde, après la fin de tout, fait image. C'est être quelque part ensemble. Les films que nous avons aimés aménagent de ces abris, même fragiles, tragiques, imparfaits. Les autres nous lâchent dans la nature en nous disant démerde-toi. Où se mettre, qu'est-ce que je foule là? On cherche sur la Croisette blindée une alcôve pour appeler son psy. En bas des marches, une voix décroche. «Le numéro que vous demandez n'est pas attribué» Fin de séance. ◀

Des tentatives pour inclure les jeunes oubliés du Festival

Au milieu d'un événement assez exclusif pour les jeunes Cannois, en particulier les plus populaires, la Quinzaine des cinéastes tend la main aux «éloignés du cinéma», entre projections, rencontres ou «fête de ceux qui ne rentrent pas dans les fêtes».

A Cannes, tout en haut de la chaîne alimentaire des fêtes sélectes, sur le rooftop de l'hôtel Marriott, ont lieu les soirées guindées d'«Albane». On dit : «Terrasse BY Albane». Comme un pied de nez à ces soirées cannoises très jet-set, se tenait mercredi dernier, sur la plage de la Quinzaine en contrebas, «la fête de ceux qui ne rentrent pas dans les fêtes». L'idée pour ses organisateurs, qui vantent évidemment la «meilleure soirée de l'année» : mélanger dans un grand shaker des jeunes gens des quartiers populaires, la mission locale d'insertion professionnelle, des associations, des professionnels du cinéma impliqués dans des dispositifs d'éducation à l'image et les équipes des films présentés à la Quinzaine des cinéastes.

«Pragmatique», «C'est la seule soirée du Festival où tu vois un peu de mixité, des scénaristes en vogue comme quelques femmes voilées, souffle un habitué. Chaque année, depuis dix ans que cette soirée existe, certains paniquent à la sécurité ou au bar, alors que ce sont les fêtes qui se passent le mieux. Parce que les gens sont hyper contents d'être là et ne vont jamais brandir leur carton en criant au videur "vous savez qui je suis?"» Pour

chauffer tout ce monde, le rappeur Fianiso, venu présenter son «cerce», un plateau partagé avec des jeunes rappeurs et rappeuses de la région. Protecteur, il tient visiblement à ce que l'attention soit maximale pour les écouter : «Fermez bien vos gueules!!! répète-t-il au micro. Du respect pour la jeune fille, elle a 19 ans, franchement fermez vos gueules.»

Autour, le champagne sautille de flûtes en flûtes jusqu'à la nôtre, qui pétille devant Mohamed et son costard de prince perse : il a 21 ans, il est pompier à Cannes, il est venu avec son ami du quartier qui travaille, lui, sur un yacht. Tout à l'heure, ils graviront ensemble les marches du Palais pour la projection d'un film dont ils ne connaissent pas le nom. C'est la première fois qu'ils ne sont pas obligés de ruser pour entrer dans une des soirées cannoises : «Comme mon père travaille à la mairie, des fois, on peut avoir une place de cinéma par ici, une invitation par là, mais franchement c'est la mission.» Mohamed nous demande où il pourrait trouver de l'argent pour réaliser son projet de film. Clairement pas à Libé. La Quinzaine en actions est mieux placée pour répondre à ses questions.

Le dispositif, qui existe depuis dix ans et a cette année pour marraine Agathe Bonitzer, s'adresse «à tous ceux qui, pour des raisons géographiques, financières ou sociales sont éloignés du cinéma». En lien avec les films sélectionnés à la Quinzaine des cinéastes sont organisés toute l'année pour eux des ateliers d'écriture, de podcasts, des débats, des rencontres. Pendant le Festival de Cannes, ils voient les films de la Quinzaine – la seule section ouverte au public – et échantent avec les équipes qui les fabriquent : lundi par exemple, la réalisatrice de *La Prisonnière de Bordeaux*, Patricia Mazuy, rencontrait une cinquantaine de jeunes des quartiers de Roubaix, Dijon, Nice,

Garges-lès-Gonesse. Enola est cannoise, elle a 20 ans et, grâce au dispositif, a cette année participé à l'écriture et au tournage du court métrage «Mission Canines». «Ce serait un grand rêve de continuer à faire du cinéma, mais j'essaie d'être pragmatique sur mes choix d'avenir. Petite, je voulais être costumière et justement, cette semaine, grâce à la Quinzaine, on en a rencontré une. Mais aussi une scripte, un monteur, un ingé son. C'est génial de voir tous ces corps de métier qu'on n'a pas l'habitude de rencontrer.» Son coup de cœur du Festival : *The Substance* de Coralie Fargeat.

«Démocratisation». Il existe ici à Cannes, durant le festival, un autre dispositif d'accès à la culture : Regards Jeunes sur le cinéma, qui se démine pour faire découvrir les grandes manifestations culturelles à des publics venus de toute la France. «Mais ce ne sont pas des dispositifs impulsés par la sélection officielle, nous explique Louise Ylla-Somers, coordinatrice de la Quinzaine en actions. Le festival aménage des quotas de places, un peu pour les scolaires, les étudiants en cinéma. Mais je ne pense pas que les enjeux de démocratisation soient leur préoccupation première.» Louise Ylla-Somers rappelle que les jeunes cannois grandissent ici en sachant à peine ce qu'est le Festival, «à part Brad Pitt sur le tapis rouge, vite fait. Peu de choses sont organisées pour les inclure à l'événement, donc leur réalité pendant le Festival, c'est avant tout qu'ils peuvent plus prendre le bus, ni prendre un kebab parce qu'on sert les badgés en priorité. Pour eux, c'est un gros merdier dont ils se sentent complètement exclus.» Enola confirme : c'est la première fois qu'elle met un pied au Festival. «Vous savez, généralement pour nous c'est quelque chose qui se déroule à côté de nos vies. Je réalise encore très peu d'avoir pu passer cette semaine hors du temps, chez moi.»

EVE BEAUVALLÉ



À Cannes, le 15 mai. La Quinzaine organise depuis dix ans ateliers et soirée à destination des jeunes. PHOTO LAURA STEVENS, MODIS

Le court léger

Ugo Humbert Peu à l'aise sur terre battue, le tennisman français espère malgré tout prendre du plaisir à Roland-Garros.



Dans un sport aux ego gonflés, Ugo Humbert, 16^e joueur mondial et chef de file du tennis tricolore, est une star à rebrousse-poil. Une grande tige de 1,88 m, des bouclettes châtain glissant sur son front. Un sourire franc et communicatif qui ne quitte pas son visage. Et un regard fuyant qui trahit tant une timidité qu'une simplicité non feinte. «J'ai jamais cherché trop ça, l'attention, assure le Messin de 25 ans. C'est pas ce qui me plaît. Ce que j'aime, c'est jouer au tennis, faire des matchs.» Avec trois titres (Metz, Marseille et Dubaï) depuis novembre et des victoires à la pelle contre le gratin du circuit, le gaucher au jeu agressif et puissant a fait plutôt bien. On le rencontre à une semaine de Roland-Garros, à l'abri d'un barnum sans âme du tournoi de Lyon, qu'il a disputé en guise de préparation (pour une défaite au premier tour) après un mois sans jouer à cause d'une gêne au genou. Ambiance chaise en plastique et applaudissements intermittents du public en fond sonore. Habillé d'un tee-shirt et d'un cargo noir, chaussures blanches Lacoste (son sponsor), il dit plutôt bien vivre son nouveau statut et les sollicitations, notamment médiati-

ques, qu'il implique. «Quand j'étais jeune, c'était compliqué, j'avais du mal, je contrôlais tout ce que je disais. Aujourd'hui, j'ai compris que ça faisait partie du job. J'arrive à être moi-même et je trouve que je me débrouille plutôt pas mal.»

Maturité et sérénité. Ces derniers mois, Ugo Humbert semble apaisé. Sur le court, il prend du plaisir. Et en dehors aussi, notamment quand sa petite amie, Tessah Andrianjafitrimo, aussi joueuse professionnelle, l'accompagne. Quand il parle de celle qu'il a rencontrée à 13 ou 14 ans et qui partage à nouveau sa vie depuis cet hiver, le numéro 1 français rougit comme un ado. «L'amour, ça m'apporte beaucoup», lâche-t-il dans un grand sourire gêné. Cette tranquillité, il la doit aussi beaucoup à l'ex-joueur Jérémy Chardy qui l'entraîne depuis deux ans. Leur collaboration a commencé quand Humbert était au plus bas: après les Jeux olympiques de Tokyo, celui qui tournait déjà autour de la 30^e place au classement ATP a sombré. Physiquement d'abord, à cause, dit-il, d'une mauvaise réaction au vaccin contre le Covid-19 – «d'un coup, je ne pouvais plus m'entraîner, j'étais lessivé, fatigué, au bout de trente minutes j'avais des crampes partout».

Mentalement ensuite, quand les défaites se sont enchaînées, le faisant dégringoler au-delà de la 150^e place mondiale: «J'ai fait une petite dépression, j'avais envie d'être seul, j'ai laissé tomber toute mon équipe... Je trouvais ça injuste, je faisais les efforts mais rien n'allait. J'étais dans une spirale négative.» Le renouveau, entamé à l'été 2022, passe avant tout par un travail mental. «Il fallait reconstruire la confiance. Au tennis, la tête joue une part très importante. La différence entre un gars qui est 150 et un autre qui est 50 n'est pas énorme dans le jeu, mais dans la tête, oui», analyse Jérémy Chardy. Un nouveau staff monté de toutes pièces – préparateur physique et mental, kiné, nutritionniste, psy –, sorte de petite famille, l'accompagne tout au long de l'année et l'aide à vaincre la solitude du circuit.

Si son pied-à-terre est au Luxembourg, où ses parents sont installés depuis une dizaine d'années, Ugo Humbert vit surtout dans les aéroports. Depuis le début de l'année, on a compté 12 tournois disputés, dans 8 pays et sur 3 continents. Un rythme effréné et peu en phase avec la sobriété énergétique nécessaire pour préserver une planète en souffrance. Consistent d'avoir un mode de vie peu vertueux, il se passerait bien de quelques vols dans l'année.

«mais quand tu es joueur de tennis, tu n'as pas le choix, les tournois sont obligatoires, et on doit voyager en permanence». Pas le genre à faire des vagues. Son rare temps libre, Ugo Humbert l'occupe par la lecture et les séries, des comédies surtout ou autres «trucs légers qui le sortent un peu» du tennis. Dans ses chambres d'hôtel, il répète ses gammes à la guitare, à défaut de pouvoir emporter son piano, dont il joue depuis tout petit. Informé, mais «pas plus que ça», il suit l'actualité de loin, car les nouvelles ne le «mettent pas dans un bon mood». La politique, il jure ne pas trop s'y intéresser. Impossible de lui faire dire pour quel vote: «Je pense qu'il ne faut pas tout mélanger entre la politique, le sport, tout ça.»

Du plus loin qu'il s'en souvienne, il s'est toujours vu en barouleur des courts. A peine tenait-il debout qu'il voulait imiter son père, joueur du dimanche à Metz. Les clubs du coin n'acceptant les enfants qu'à partir de 5 ans, on le redirige vers le poney – «J'en ai fait qu'un an, j'ai détesté.» Va pour la petite balle jaune. Ses entraîneurs de l'époque se souviennent d'un gamin bien élevé, en avance techniquement, peut-être un peu trop tendre et frêle, qui «vivait, mangeait et dormait» tennis. Quand il n'était pas sur les courts, Ugo usait les balles sur le mur de l'arrière-cour de la boucherie Humbert, une institution en Moselle. Concentrés sur la barbaque, ses parents, dont il est très proche aujourd'hui, ne le poussent pas à faire carrière dans le tennis, malgré son talent évident. Pas plus qu'ils ne lui imposent de reprendre le commerce familial – son aînée, Léa, s'en est chargée. «De toute façon, je n'ai jamais aimé la boucherie, j'ai toujours dit que j'avais du mal à me gérer seul, alors 35 personnes, c'était impossible! [Rire]. Je donnais juste des petits coups de main à Noël.»

Sa carrière, il la voit comme une suite de rêves. Ils n'ont pas changé depuis qu'il était gamin: gagner un Grand Chelem, si possible Roland-Garros, marquer l'histoire du tennis français et remporter le tournoi de Metz. Depuis novembre, le tournoi mosellan figure à son palmarès. C'était probablement son objectif le plus accessible. Le plus personnel, aussi: «J'y allais depuis tout petit, je regardais jouer les pros... C'est le tournoi qui m'a donné envie de faire ce métier.»

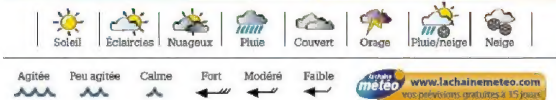
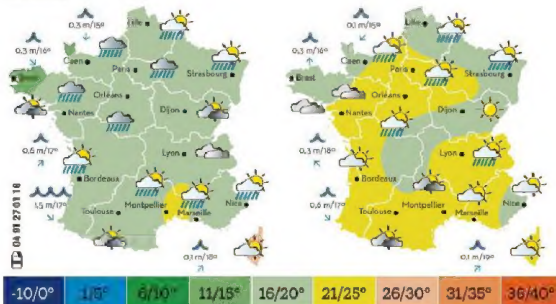
Pour les autres, la marche est encore haute. En Grand Chelem, Ugo Humbert n'a jamais fait mieux qu'un huitième de finale, en 2019, à Wimbledon. A Roland-Garros, le bilan est plus famélique encore: il n'y a remporté qu'un match en six participations. La faute à une terre battue qu'il a longtemps détestée, lui qui a fait ses gammes sur moquette, «une surface à l'opposé totale, plus rapide et avec des rebonds très bas».

Aujourd'hui, il jure pourtant en avoir fini avec sa phobie de l'ocre, au point, dans les bonnes dispositions, de se sentir capable d'y battre n'importe qui. Pas question cependant d'afficher des objectifs démesurés. Porte d'Auteuil, ce n'est pas le genre de la maison. Depuis le début d'année, la recette n'a pas changé: objectif numéro 1: «Prendre du plaisir.» Pour que «les attentes, le stress, tout ce qui se passe autour» passent au second plan. Ensuite, les résultats suivront. ▶

Par **JULIEN LECOT**
Photo **BRUNO AMSELME**

LE PORTRAIT

L'APRÈS-MIDI Un temps instable concerne un grand quart nord-est du pays avec des éclaircies et des averses orageuses. En allant vers l'Ouest le temps est plus sec avec une alternance de nuages et de belles éclaircies.



FRANCE	MIN	MAX	FRANCE	MIN	MAX	MONDE	MIN	MAX
Lille	8	19	Lyon	11	19	Alger	17	27
Caen	11	17	Bordeaux	9	19	Berlin	13	24
Brest	8	16	Toulouse	11	19	Bruxelles	11	19
Nantes	10	18	Montpellier	11	22	Jérusalem	17	25
Paris	10	18	Marseille	13	22	Londres	6	18

Les brouillards sont nombreux en matinée et il fait souvent frais. Il fait plus doux et le soleil brille près de la Méditerranée.

L'APRÈS-MIDI De faibles averse orageuses sont encore possibles en Alsace. Partout ailleurs, le temps est enfin plus calme et sec avec de belles éclaircies. Le bémol résidera dans le ciel bien couvert de l'arc atlantique.



**Edité par la SARL
Libération**
SARL au capital
de 23 243 662 €
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
RCS Paris; 382 028 199

Principal actionnaire
Presse Indépendante SAS

**Directrices adjointes
de la rédaction**
Stéphanie Aubert,
Lauren Provost,
Alexandra Schwartzbrod

Rédacteurs en chef
Michel Becquembourg
(spéciaux), Frédéric
Beziaud (préresse),
Laure Bretton (JO), Gilles
Dhers (pilotes web),
Christian Losson
(enquête), Eve Roger (actu-
alité)

Rédacteurs en chef adjoints
Lilian Alemagna (France).
Anne-Laure Barret
(environnement).
Lionel Charrier (photo).
Cécile Daumas (L).
Sonia Deslaes-Solter
(monde). Fabrice Drouzy
(suppléments).
Yoann Duval (forums).
Mathieu Ecoiffier (idées).
Quentin Girard (modes
de vie). Luc Le Vaillant
(portraits). Cédric Mathiot
(checknews).
Camélia Paugam (actu).
Didier Péron (culture).

Site : abo.liberation.fr
abonnement@liberation.fr
tarif abonnement 1 an
France métropolitaine : 3846
tél. : 01 55 56 71 40

Libé plus
113, avenue de Choisy,
75013 Paris
publicite@liberation.fr

& CARNET
10, bd de Grenelle
75015 Paris
tél : 01 87 39 80 20
annonces@teamedia.fr

Midi Print (Gallargues)
POP (La Courneuve),
Nancy Print (Jarville),
CILA (Héric)
Imprimé en France



Membre de l'ACPM.
CPPAP : 1125 C 80064.
JGPM 0225 1302

Origine du papier : France
Taux de fibres recyclées :
100 % Papier détenteur de
l'Eco-label européen
N° FI/37/01

Indicateur d'enthousiasme:
PTot 0.009 kg/t de papier
La responsabilité du journal ne saurait être engagée en cas de non-restitution de documents. Pour joindre un journaliste par mail: initiale du prénom.nom@liberation.fr

						8	9
7				9	1	2	
8	9	1	2			5	
	3			2		7	
	7		4	1	8		
		8	7	5			2
		7			2	1	8
		2	6		5	9	
	4	3					3

	5	2	9	6	
7		1	3		9
2		5	7		8
4	6	7		8	9
8					2
7	3			4	5
8		3	2		6
	3		1		5
	7	9	8	2	

MOYEN

8	2	7	9	1	6	3	4	5
6	4	5	2	7	3	8	9	1
1	3	9	8	4	5	2	6	7
2	7	8	6	3	9	1	5	4
3	9	4	5	2	1	6	7	8
5	6	1	7	8	4	9	2	3
7	1	6	4	9	8	5	3	2
9	8	2	3	5	7	4	1	6
4	5	3	1	6	2	7	8	9

15161423

5	1	3	5	4	7	9	1	2
7	9	3	2	1	6	8	4	5
1	2	4	5	8	9	3	6	7
9	4	5	1	6	2	7	8	3
3	7	6	9	5	8	1	2	4
2	8	1	4	7	3	5	9	6
8	3	7	6	9	4	2	5	1
4	1	9	7	2	5	6	3	8
6	5	2	8	3	1	4	7	9

DIFFICILE

Libération
La boutique

Retrouvez les derniers numéros de «Libération» et nos collecteurs sur notre boutique



BOUTIQUE.LIBERATION.FR

Images

MUSIQUE

LIVRES

FOOD

RADAR

C'est le Week-end



C'est le week-end

© 2002 Blackwell Science Ltd, *Journal of Internal Medicine* 252: 105–112



TAKESHI KITANO

QUINZAINE

DES CINÉASTES

Société des réalisatrices et réalisateurs de films

CANNES 2024



DU 15 → 25 MAI À CANNES

en partenariat avec france.tv